

Rubrique 8 : États financiers et données supplémentaires

Rapport de la direction

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

Les états financiers consolidés ci-joints d'Encana Corporation (la « Société ») sont la responsabilité de la direction. Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction en dollars américains selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis et comprennent certaines estimations qui s'appuient sur les jugements les plus éclairés de la direction.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé l'information contenue dans les états financiers consolidés. Il s'acquitte de sa responsabilité à l'égard de ces états financiers principalement par l'entremise de son comité d'audit, dont le mandat écrit respecte les exigences des lois canadiennes et américaines sur les valeurs mobilières et les lignes directrices sur les comités d'audit établies par la New York Stock Exchange. Le comité d'audit se réunit au moins une fois par trimestre.

Évaluation par la direction du contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est aussi responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de la Société. Le système de contrôle interne a été conçu de façon à fournir à la direction de la Société une assurance raisonnable eu égard à la préparation et à la présentation des états financiers consolidés.

Les systèmes de contrôle interne, aussi bien conçus soient-ils, comportent des limites qui leur sont inhérentes. Par conséquent, même les systèmes jugés les plus efficaces ne peuvent donner qu'une assurance raisonnable de la qualité de la préparation et de la présentation des états financiers. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de l'efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

La direction a procédé à une évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2017, en s'appuyant sur les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (version de 2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, la direction a conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace à cette date.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., cabinet indépendant de comptables professionnels agréés, a été mandaté par un vote des actionnaires de la Société lors de la dernière assemblée générale annuelle pour auditer et exprimer des opinions indépendantes sur les états financiers consolidés et sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2017, comme il est mentionné dans son rapport de l'auditeur. PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. a exprimé ces opinions.

/s/ Douglas J. Suttles
Douglas J. Suttles
Président et
chef de la direction

/s/ Sherri A. Brillon
Sherri A. Brillon
Vice-présidente directrice et
chef des services financiers

Le 26 février 2018

Rapport de l'auditeur

Rapport du cabinet d'experts-comptables inscrit indépendant

Au conseil d'administration et aux actionnaires d'Encana Corporation

Opinions sur les états financiers et le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons effectué l'audit de l'état consolidé de la situation financière d'Encana Corporation et de ses filiales aux 31 décembre 2017 et 2016, ainsi que des états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et des tableaux consolidés des flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 décembre 2017, y compris les notes annexes (collectivement, les « états financiers consolidés »). Nous avons aussi audité le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2017, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (version de 2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations (« COSO ») de la Treadway Commission.

À notre avis, les états financiers consolidés mentionnés ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2017 et 2016, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des exercices compris dans la période de trois ans close le 31 décembre 2017, selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis d'Amérique. En outre, à notre avis, la Société maintenait, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2017 selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* (version de 2013) publié par le COSO.

Fondement des opinions

La direction de la Société est responsable de ces états financiers consolidés, du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de l'évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière présentée dans le rapport de la direction inclus aux présentes. Notre responsabilité consiste à exprimer des opinions sur les états financiers consolidés et sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société, sur la base de nos audits. Nous sommes un cabinet d'experts-comptables inscrit auprès du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis) (« PCAOB ») et nous devons être indépendants de la Société conformément aux lois fédérales américaines sur les valeurs mobilières et aux règles et règlements applicables de la Securities and Exchange Commission et du PCAOB.

Nous avons effectué nos audits selon les normes établies par le PCAOB. Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons les audits de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et qu'un contrôle interne efficace de l'information financière a été maintenu, dans tous les aspects significatifs.

Nos audits des états financiers consolidés ont comporté la mise en œuvre de procédures pour évaluer les risques d'anomalies significatives dans les états financiers consolidés, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et la mise en œuvre de procédures pour répondre à ces risques. Ces procédures impliquent le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des informations fournis dans les états financiers consolidés.

Nos audits comprennent également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière a comporté l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation du risque de l'existence d'une faiblesse significative, des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de notre évaluation du risque, ainsi que la mise en œuvre des autres procédures que nous avons jugées nécessaires dans les circonstances. Nous estimons que nos audits constituent un fondement raisonnable à l'expression de nos opinions.

Définition et limites du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Il comprend les politiques et les procédures qui : i) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions de l'entité; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; iii) fournissent l'assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de l'entité qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit interdite, soit détectée à temps.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de l'efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

/s/ PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés

Calgary (Alberta) Canada

Le 26 février 2018

Nous agissons à titre d'auditeurs de la Société ou de la société qu'elle a remplacée depuis 1958.

État consolidé du résultat net

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars US, sauf les montants par action)		2017	2016	2015
Produits des activités ordinaires	(note 2)			
Revenus générés par les produits		2 999 \$	2 443 \$	3 350 \$
Profits (pertes) sur la gestion des risques, montant net	(note 22)	482	(275)	592
Optimisation des marchés		863	647	368
Autres		99	103	112
Total des produits des activités ordinaires		4 443	2 918	4 422
Charges d'exploitation	(note 2)			
Taxes à la production et impôts miniers et autres taxes		112	99	144
Transport et traitement	(note 22)	845	901	1 252
Charges d'exploitation	(notes 19, 20)	506	598	723
Produits achetés		788	586	323
Dotations aux amortissements et à l'épuisement		833	859	1 488
Pertes de valeur	(note 8)	-	1 396	6 473
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(note 14)	37	51	45
Charges administratives	(notes 18, 19, 20)	254	309	275
Total des charges d'exploitation		3 375	4 799	10 723
Résultats d'exploitation		1 068	(1 881)	(6 301)
Autres (produits) charges				
Intérêts	(notes 4, 12)	363	397	614
(Profit) perte de change, montant net	(notes 5, 22)	(279)	(210)	1 082
(Profit) perte sur les sorties d'actifs, montant net	(note 3)	(404)	(390)	(14)
Autres (profits) pertes, montant net	(notes 12, 20)	(42)	(58)	27
Total des autres (produits) charges		(362)	(261)	1 709
Résultat net avant impôt sur le résultat		1 430	(1 620)	(8 010)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	(note 6)	603	(676)	(2 845)
Résultat net		827 \$	(944) \$	(5 165) \$
Résultat net par action ordinaire				
De base et dilué	(note 15)	0,85 \$	(1,07) \$	(6,28) \$
Dividendes déclarés par action ordinaire	(note 15)	0,06 \$	0,06 \$	0,28 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)				
De base et dilué	(note 15)	973,1	882,6	822,1

État consolidé du résultat global

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars US)		2017	2016	2015
Résultat net		827 \$	(944) \$	(5 165) \$
Autres éléments du résultat global, après impôt				
Écart de conversion	(note 16)	(171)	(183)	668
Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	(notes 16, 20)	3	3	33
Autres éléments du résultat global		(168)	(180)	701
Résultat global		659 \$	(1 124) \$	(4 464) \$

Se reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

État consolidé de la situation financière

31 décembre (en millions de dollars US)		2017	2016
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		719 \$	834 \$
Créances clients et produits à recevoir	(note 7)	774	663
Gestion des risques	(notes 21, 22)	205	-
Impôt sur le résultat à recouvrer		573	426
		2 271	1 923
Immobilisations corporelles, au coût :	(note 8)		
Biens de gaz naturel et de pétrole, selon la méthode de la capitalisation du coût entier			
Biens prouvés		40 228	39 610
Biens non prouvés		4 480	5 198
Autres		2 302	2 194
Immobilisations corporelles		47 010	47 002
Moins le cumul des amortissements et de l'épuisement		(38 056)	(38 863)
Immobilisations corporelles, montant net	(note 2)	8 954	8 139
Autres actifs	(note 9)	144	138
Gestion des risques	(notes 21, 22)	246	16
Impôt sur le résultat différé	(note 6)	1 043	1 658
Goodwill	(notes 2, 3, 10)	2 609	2 779
	(note 2)	15 267 \$	14 653 \$
Passif et capitaux propres			
Passif courant			
Dettes fournisseurs et charges à payer	(note 11)	1 415 \$	1 303 \$
Impôt sur le résultat à payer		7	5
Gestion des risques	(notes 21, 22)	236	254
		1 658	1 562
Dettes à long terme	(note 12)	4 197	4 198
Autres passifs et provisions	(note 13)	2 167	2 047
Gestion des risques	(notes 21, 22)	13	35
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(note 14)	470	654
Impôt sur le résultat différé	(note 6)	34	31
		8 539	8 527
Engagements et éventualités	(note 24)		
Capitaux propres			
Capital social – autorisé : nombre illimité d'actions ordinaires; émis et en circulation en 2017 : 973,1 millions d'actions (973,0 millions d'actions en 2016)	(note 15)	4 757	4 756
Surplus d'apport		1 358	1 358
Déficit accumulé		(429)	(1 198)
Cumul des autres éléments du résultat global	(note 16)	1 042	1 210
Total des capitaux propres		6 728	6 126
		15 267 \$	14 653 \$

Se reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

Approuvé par le conseil d'administration,

/s/ Clayton H. Woitas
Clayton H. Woitas
Administrateur

/s/ Bruce G. Waterman
Bruce G. Waterman
Administrateur

État consolidé des variations des capitaux propres

Exercice clos le 31 décembre 2017 (en millions de dollars US)	Capital social	Surplus d'apport	Déficit accumulé	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2016	4 756 \$	1 358 \$	(1 198) \$	1 210 \$	6 126 \$
Résultat net	-	-	827	-	827
Dividendes sur actions ordinaires (note 15)	-	-	(58)	-	(58)
Actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes (note 15)	1	-	-	-	1
Autres éléments du résultat global (note 16)	-	-	-	(168)	(168)
Solde au 31 décembre 2017	4 757 \$	1 358 \$	(429) \$	1 042 \$	6 728 \$

Exercice clos le 31 décembre 2016 (en millions de dollars US)	Capital social	Surplus d'apport	Déficit accumulé	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2015	3 621 \$	1 358 \$	(202) \$	1 390 \$	6 167 \$
Résultat net	-	-	(944)	-	(944)
Dividendes sur actions ordinaires (note 15)	-	-	(52)	-	(52)
Actions ordinaires émises (note 15)	1 134	-	-	-	1 134
Actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes (note 15)	1	-	-	-	1
Autres éléments du résultat global (note 16)	-	-	-	(180)	(180)
Solde au 31 décembre 2016	4 756 \$	1 358 \$	(1 198) \$	1 210 \$	6 126 \$

Exercice clos le 31 décembre 2015 (en millions de dollars US)	Capital social	Surplus d'apport	Déficit accumulé	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2014	2 450 \$	1 358 \$	5 188 \$	689 \$	9 685 \$
Résultat net	-	-	(5 165)	-	(5 165)
Dividendes sur actions ordinaires (note 15)	-	-	(225)	-	(225)
Actions ordinaires émises (note 15)	1 098	-	-	-	1 098
Actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes (note 15)	73	-	-	-	73
Autres éléments du résultat global (note 16)	-	-	-	701	701
Solde au 31 décembre 2015	3 621 \$	1 358 \$	(202) \$	1 390 \$	6 167 \$

Se reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars US)	2017	2016	2015
Activités d'exploitation			
Résultat net	827 \$	(944) \$	(5 165) \$
Dotations aux amortissements et à l'épuisement	833	859	1 488
Pertes de valeur	(note 8) -	1 396	6 473
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(note 14) 37	51	45
Impôt sur le résultat différé	(note 6) 666	(598)	(2 811)
(Profit latent) perte latente sur la gestion des risques	(note 22) (442)	614	331
(Profit latent) perte latente de change	(note 5) (291)	(140)	687
Écart de change sur les règlements	(note 5) 24	(68)	358
(Profit) perte sur les sorties d'actifs, montant net	(note 3) (404)	(390)	(14)
Autres	93	58	38
Variation nette des autres actifs et passifs	(40)	(26)	(11)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement	(note 23) (253)	(187)	262
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	1 050	625	1 681
Activités d'investissement			
Dépenses d'investissement	(note 2) (1 796)	(1 132)	(2 232)
Acquisitions	(note 3) (54)	(210)	(70)
Produit tiré des sorties d'actifs	(note 3) 736	1 262	1 908
Variation nette des placements et autres	77	51	(271)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(1 037)	(29)	(665)
Activités de financement			
Émission (remboursement) de titres d'emprunt à long terme renouvelables, montant net	(note 12) -	(650)	(627)
Remboursement de titres d'emprunt à long terme	(note 12) -	(400)	(1 302)
Émission d'actions ordinaires, déduction faite des frais d'émission	(note 15) -	1 129	1 088
Dividendes sur actions ordinaires	(note 15) (57)	(51)	(152)
Paiements au titre de contrats de location-acquisition et d'autres ententes de financement	(note 13) (82)	(66)	(61)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(139)	(38)	(1 054)
Profit (perte) de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en devises	11	5	(29)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(115)	563	(67)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	834	271	338
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	719 \$	834 \$	271 \$
Trésorerie à la clôture de l'exercice	51 \$	78 \$	58 \$
Équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	668	756	213
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	719 \$	834 \$	271 \$

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

(note 23)

Se reporter aux notes annexes aux états financiers consolidés.

1. Sommaire des principales méthodes comptables

A) NATURE DES ACTIVITÉS

Encana exerce ses activités dans les secteurs de la prospection, de la mise en valeur, de la production et de la commercialisation de pétrole, de liquides de gaz naturel (« LGN ») et de gaz naturel.

B) BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Encana et sont présentés selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis (« PCGR des États-Unis ») et les règles et réglementations de la SEC.

Dans les présents états financiers consolidés, tous les montants sont exprimés en dollars américains (« dollars US »), à moins d'indication contraire. Les résultats financiers d'Encana sont consolidés en dollars canadiens, mais la Société a adopté le dollar américain comme monnaie de présentation afin de permettre une comparaison plus directe avec d'autres sociétés pétrolières et gazières nord-américaines. Les symboles « \$ US » ou « \$ » renvoient à des dollars américains et le symbole « \$ CA » renvoie à des dollars canadiens.

C) PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés intègrent les états financiers d'Encana et ceux des entités dans lesquelles elle détient une participation lui en donnant le contrôle. Les soldes et transactions intersociétés sont éliminés au moment de la consolidation. Les participations indivises dans des coentreprises et des partenariats qui mènent des activités de prospection et de production de pétrole et de gaz naturel sont consolidées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Les participations dans des entités qu'Encana ne contrôle pas, mais sur lesquelles elle peut exercer une influence notable, sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

D) CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les actifs et passifs monétaires de la Société qui sont libellés en monnaies étrangères sont convertis aux cours de change en vigueur à la date de clôture de la période. Tout profit ou perte est inscrit à l'état consolidé du résultat net. Les produits des activités ordinaires et les charges en monnaies étrangères sont convertis aux cours de change en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis aux cours de change de clôture de la période, tandis que les produits des activités ordinaires et charges connexes le sont aux cours de change moyens de la période. Les profits et pertes de change se rapportant aux établissements à l'étranger sont pris en compte dans le cumul des autres éléments du résultat global (« CAÉRG »). Les profits et pertes de change cumulés d'Encana sont comptabilisés en résultat net lorsqu'elle liquide, en totalité ou pour l'essentiel, sa participation dans l'établissement à l'étranger.

Aux fins de la présentation des états financiers, les actifs et les passifs sont convertis dans la monnaie de présentation aux cours de change de clôture de la période, tandis que les produits des activités ordinaires et les charges le sont aux cours de change moyens de la période. Les profits et pertes découlant de la conversion des états financiers sont pris en compte dans le CAÉRG.

E) RECOURS À DES ESTIMATIONS

Pour préparer les états financiers consolidés conformément aux PCGR des États-Unis, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses éclairées ainsi que poser des jugements qui influent sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs, les informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et les montants présentés au titre des produits des activités ordinaires et des charges de la période. Ces estimations portent principalement sur des transactions qui n'ont pas été réglées et sur des événements en cours à la date des états financiers consolidés. En conséquence, les résultats réels pourraient différer des montants estimatifs lorsque des événements se concrétiseront.

Voici les éléments importants faisant l'objet d'estimations et d'hypothèses :

- les estimations des réserves prouvées servant aux calculs de l'épuisement et des pertes de valeur découlant des tests de plafonnement du coût entier;
- la juste valeur estimée des actifs à long terme utilisée pour le calcul des pertes de valeur;
- la juste valeur des unités d'exploitation utilisée pour l'évaluation du goodwill;
- les estimations du résultat imposable d'exercices à venir servant à évaluer la valeur de réalisation des actifs d'impôt différé;
- la juste valeur des coûts et des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations;
- la juste valeur des instruments dérivés;
- la juste valeur attribuée aux actifs acquis et aux passifs repris dans le cadre de regroupements d'entreprises;
- les interprétations, règlements et lois d'ordre fiscal en vigueur dans les divers territoires dans lesquels la Société et ses filiales exercent leurs activités;
- les charges à payer relativement aux ententes de rémunération à long terme liées au rendement, notamment la probabilité que les critères de rendement soient ou ne soient pas atteints et l'évaluation du montant final du paiement;
- la valeur constatée des actifs des régimes de retraite et des obligations s'y rapportant ainsi que les coûts découlant de ces régimes et comptabilisés en résultat net, montants qui sont déterminés à partir de certaines hypothèses actuarielles et économiques;
- les charges à payer relativement à des actions en justice et aux risques environnementaux.

F) COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits associés au pétrole, aux LGN et au gaz naturel d'Encana sont comptabilisés lorsque la production est vendue à un acheteur à un prix fixe ou déterminable, que la livraison a eu lieu, que le titre de propriété a été transféré et que le recouvrement des produits est probable. Les produits des activités ordinaires sont présentés déduction faite des redevances. Les profits et pertes réalisés découlant de dérivés financiers de la Société portant sur les prix du pétrole et du gaz naturel sont comptabilisés dans les produits des activités ordinaires au règlement des contrats. Les profits et pertes latents liés à ces contrats sont portés aux produits des activités ordinaires en fonction des variations de la juste valeur des contrats à la fin des périodes concernées.

Les produits tirés de l'optimisation des marchés et les charges liées aux produits achetés sont inscrits au montant brut au moment du transfert à Encana du titre de propriété du produit ainsi que des risques et avantages inhérents à sa propriété. Les transactions d'achat et de vente de marchandises auprès d'une même partie conclues en considération l'une de l'autre sont comptabilisées à leur montant net. Les produits liés aux services offerts dans le cadre desquels Encana agit comme mandataire sont comptabilisés lorsque les services sont fournis.

Les autres produits se composent surtout de contrats de sous-location. Les contrats de sous-location sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée du bail.

G) TAXES À LA PRODUCTION, IMPÔTS MINIERS ET AUTRES TAXES

Les frais payés par Encana au titre des taxes et des impôts fondés sur la production de pétrole, de LGN et de gaz naturel et les produits qui en sont tirés sont comptabilisés au moment où ces biens sont produits. Les frais payés par Encana au titre des taxes et des impôts à l'évaluation des actifs et des réserves en amont sont comptabilisés au moment où ils sont engagés.

H) FRAIS DE TRANSPORT ET DE TRAITEMENT

Les frais payés par Encana pour le transport et le traitement de pétrole, de LGN et de gaz naturel sont comptabilisés lorsque le produit est livré et que les services sont fournis.

D) CHARGES D'EXPLOITATION

Il s'agit des charges d'exploitation que paie Encana, après déduction des montants incorporés, eu égard à des biens de pétrole et de gaz naturel dans lesquels elle détient une participation directe.

J) RÉGIMES D'AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société offre des régimes à cotisations définies et à prestations définies qui procurent des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi aux membres de son personnel au Canada et aux États-Unis. Au 1^{er} janvier 2003, le régime de retraite à prestations définies a été fermé aux nouveaux participants.

La charge de retraite au titre du régime de retraite à cotisations définies est inscrite lorsque les prestations sont acquises par les salariés couverts par le régime. Encana comptabilise ses obligations découlant de ses régimes à prestations définies des employés, déduction faite des actifs des régimes. Le coût des prestations de retraite définies et des autres avantages postérieurs à l'emploi est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédit projetées et d'après le nombre d'années de service et reflète les estimations les plus éclairées de la direction concernant la progression des salaires, le taux de mortalité, l'âge de départ à la retraite des membres du personnel et les coûts prévus futurs des soins de santé. Le rendement attendu des actifs des régimes est fondé sur les taux historiques et projetés du rendement des actifs du portefeuille de placements des régimes. Le rendement réel est fondé sur la juste valeur des actifs des régimes. L'obligation au titre des prestations projetées est actualisée au taux d'intérêt du marché applicable à des titres de créance de qualité supérieure émis par des sociétés à la date d'évaluation.

La charge de retraite du régime de retraite à prestations définies tient compte du coût des prestations de retraite gagnées au cours de l'exercice considéré, du coût financier des obligations découlant du régime, du rendement attendu de ses actifs, de l'amortissement des ajustements découlant des modifications du régime, de l'amortissement du coût net des services passés et de l'amortissement de l'excédent de l'écart actuariel net sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10 % de la juste valeur des actifs du régime, selon le plus élevé des deux montants. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiant du régime. Les écarts actuariels liés à un changement dans la situation de surcapitalisation ou de sous-capitalisation du régime de retraite à prestations définies et des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi sont constatés dans les autres éléments du résultat global.

K) IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Encana utilise la méthode du report variable pour comptabiliser son impôt sur le résultat. Selon cette méthode, elle comptabilise de l'impôt différé au titre de l'incidence de toute différence temporelle entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif, en utilisant les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés dont l'application est attendue lorsque l'actif sera réalisé et le passif réglé. L'impôt sur le résultat exigible est évalué au montant que l'on s'attend à recouvrer des administrations fiscales ou à payer à celles-ci en fonction des taux d'impôt et des lois fiscales adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'incidence d'un changement dans les taux d'impôt ou les lois fiscales adoptés est comptabilisée en résultat net de l'exercice au cours duquel ce changement entre en vigueur. L'impôt sur le résultat est porté en résultat net, sauf s'il concerne des éléments inscrits directement dans les capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

Encana évalue périodiquement les actifs d'impôt différé afin de s'assurer qu'ils sont réalisables. S'il est plus probable qu'improbable que ces actifs ne pourront être réalisés, une dépréciation correspondante est constatée afin d'en réduire le montant. Lorsqu'elle évalue le caractère réalisable des actifs d'impôt différé, Encana tient compte des éléments probants, tant positifs que négatifs dont elle dispose, tels que le résultat imposable obtenu dans le passé ou celui attendu à l'avenir, les stratégies de planification fiscale auxquelles elle peut recourir et les périodes de report prospectif. Les hypothèses posées afin d'établir le résultat imposable prévu dans des exercices à venir sont conformes à celles utilisées pour évaluer la perte de valeur du goodwill.

Encana constate l'incidence sur les états financiers d'une position fiscale lorsqu'il est plus probable qu'improbable que cette position résistera à l'examen de l'administration fiscale en raison de son mérite sur le plan technique. Une position fiscale comptabilisée est évaluée initialement et ultérieurement au montant le plus élevé de l'économie d'impôt dont la probabilité de réalisation, lors du règlement avec l'administration fiscale, est supérieure à 50 %. Les passifs liés aux économies d'impôt non constatées et dont le règlement n'est pas prévu au cours des 12 prochains mois sont inclus dans les autres passifs et provisions. Les intérêts liés aux avantages fiscaux non comptabilisés sont inscrits dans la charge d'intérêts.

L) RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat net de base par action ordinaire est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le calcul du résultat net dilué par action ordinaire tient compte de la dilution potentielle qui pourrait se produire si les options sur actions étaient exercées ou si les autres contrats visant l'émission d'actions ordinaires étaient exercés, si leurs droits devenaient pleinement acquis ou s'ils étaient convertis en actions ordinaires. Pour déterminer l'effet dilutif des options sur actions et des autres instruments dilutifs, la Société a recours à la méthode du rachat d'actions. Conformément à cette méthode, il est présumé que le produit de l'exercice d'options sur actions dans le cours et d'autres instruments ayant un effet dilutif est affecté au rachat d'actions ordinaires au cours du marché moyen.

M) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie tiennent compte des fonds en caisse et des placements à court terme, tels que des dépôts du marché monétaire ou des instruments de type similaire, dont l'échéance est d'au plus trois mois au moment de leur achat. Les décaissements en cours émis en excédent des soldes des comptes bancaires applicables sont exclus de la trésorerie et des équivalents et comptabilisés dans les dettes fournisseurs et charges à payer.

N) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

EN AMONT

Encana applique la méthode de la capitalisation du coût entier pour ses activités d'acquisition, de prospection et de mise en valeur. Selon cette méthode, tous les coûts qui sont directement associés à l'acquisition, à la prospection et la mise en valeur de réserves de pétrole, de LGN et de gaz naturel, y compris les coûts liés aux concessions non mises en valeur, aux forages stériles et au matériel connexe, sont incorporés pour chaque centre de coûts par pays. Les coûts incorporés excluent les coûts liés à la production, les frais généraux ou ceux d'activités similaires.

Les coûts incorporés cumulés de chacun des centres de coûts sont amortis pour épuisement selon la méthode des unités de production en fonction des réserves prouvées. L'épuisement est calculé au moyen des coûts incorporés, y compris les coûts de mise hors service estimatifs, plus les dépenses futures non actualisées, établies selon les coûts actuels, qui seront engagées pour la mise en valeur des réserves prouvées.

Les coûts associés aux biens non prouvés sont exclus du calcul de l'épuisement jusqu'à ce qu'il soit établi que des réserves prouvées leur sont attribuables ou qu'une perte de valeur se soit produite. Les biens non prouvés sont évalués séparément tous les trimestres pour déterminer s'ils ont subi une perte de valeur. En cas de dépréciation, les coûts sont inclus dans les coûts assujettis à la dotation aux amortissements et à l'épuisement dans le compte de coût entier.

Selon la méthode de la capitalisation du coût entier, la valeur comptable des biens de pétrole et de gaz naturel d'Encana compris dans le centre de coûts de chaque pays est assujettie à un test de plafonnement exécuté chaque trimestre. Une perte de valeur découlant d'un test de plafonnement est comptabilisée en résultat net lorsque la valeur comptable du centre de coûts d'un pays dépasse le plafonnement de ce centre. La valeur comptable d'un centre de coûts inclut les coûts incorporés des biens pétroliers et gaziers prouvés, déduction faite du cumul de l'épuisement et de l'impôt sur le résultat différé connexe.

Le plafonnement d'un centre de coûts correspond au total des flux de trésorerie nets futurs estimés après impôt provenant des réserves prouvées, selon les prix moyens des 12 derniers mois, et les coûts de mise en valeur et de production futurs non actualisés, actualisés à 10 % et majorés des coûts des biens non prouvés. Le prix moyen des 12 derniers mois correspond à la moyenne des prix le premier jour de chaque mois de cette période. L'excédent de la valeur comptable sur le montant du plafonnement calculé est constaté comme une perte de valeur dans le résultat net.

Le produit des sorties de biens est habituellement déduit du compte de coût entier sans comptabilisation d'un profit ou d'une perte, à moins que la déduction modifie sensiblement le lien entre les coûts incorporés et les réserves prouvées du centre de coûts, auquel cas un profit ou une perte est comptabilisé en résultat net. En général, un profit ou une perte est constaté sur une sortie d'actifs si 25 % ou plus des quantités des réserves prouvées de la Société dans un pays donné sont vendues. Dans le cas des sorties d'actifs qui donnent lieu à la constatation d'un profit ou d'une perte sur la vente et qui mettent en jeu une entreprise, un goodwill leur est attribué.

ACTIVITÉS NON SECTORIELLES

Le mobilier de bureau, les agencements, les aménagements des locaux loués, les technologies de l'information et les aéronefs sont inscrits au coût et amortis selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des biens, qui se situe entre 3 et 25 ans. L'immeuble de bureaux The Bow est inscrit au coût et est amorti selon le mode linéaire sur sa durée d'utilité estimée, soit 60 ans. Les immobilisations en cours de construction sont amorties uniquement à partir du moment où elles sont mises en service. Les terrains sont comptabilisés au coût.

O) INCORPORATION DES COÛTS

Les frais relatifs aux remplacements ou aux améliorations qui accroissent la capacité de production ou prolongent la durée d'utilité d'un actif sont incorporés au coût de cet actif. Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. Les intérêts sur les emprunts sont incorporés au cours de la période de construction d'importants projets de mise en valeur.

P) REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les actifs nets identifiables acquis sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Un impôt sur le résultat différé est comptabilisé au titre de tout écart entre la juste valeur des actifs nets acquis et la valeur fiscale correspondante. Tout excédent du prix d'achat par rapport à la juste valeur des actifs nets acquis est comptabilisé à titre de goodwill. Si le prix d'achat est inférieur à la juste valeur des actifs nets acquis, l'insuffisance est comptabilisée comme un profit en résultat net. Les coûts de transaction correspondants sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Q) GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur des actifs nets acquis et, au moins une fois l'an, soit au 31 décembre, il est soumis à un test de dépréciation. Le goodwill et tous les autres actifs et passifs sont attribués aux unités d'exploitation, qui correspondent aux centres de coûts par pays d'Encana. Pour évaluer la perte de valeur, la valeur comptable de chaque unité est établie et comparée à sa juste valeur. Si la valeur comptable de l'unité, y compris le goodwill, est supérieure à sa juste valeur, la valeur du goodwill est alors réduite à la juste valeur implicite de celui-ci. La juste valeur implicite du goodwill est établie en déduisant la juste valeur des actifs et des passifs de l'unité de sa juste valeur comme si elle avait été acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprises. Tout excédent de la valeur comptable du goodwill sur sa juste valeur implicite est constaté comme une perte de valeur et imputé au résultat net. L'évaluation ultérieure du goodwill est faite au coût diminué du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

R) DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

La valeur comptable des actifs à long terme, exclusion faite du goodwill et des actifs en amont qui sont pris en compte dans les immobilisations corporelles, est soumise à un test de dépréciation lorsque des indications donnent à penser que la valeur comptable d'un actif ou d'un groupe d'actifs pourrait ne pas être recouvrable. Si la valeur comptable dépasse le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation continue et de la sortie éventuelle d'un actif ou d'un groupe d'actifs, une perte de valeur est constatée dans la mesure de l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur estimée.

S) OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont des obligations juridiques en vertu desquelles la Société sera tenue de mettre hors service des immobilisations corporelles à long terme, telles que des sites de puits en production, une plateforme de production en mer et des usines de traitement, et de réhabiliter les terres ou le fond océanique à la fin des activités de production pétrolières et gazières. L'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations est évaluée initialement à la juste valeur et constatée à titre de passif, un coût de mise hors service compensatoire étant incorporé à l'état consolidé de la situation financière dans le cadre de l'actif à long terme connexe. La juste valeur estimative est évaluée en fonction des flux de trésorerie futurs requis pour satisfaire l'obligation, actualisés selon le taux d'intérêt sans risque ajusté en fonction du crédit de la Société. Les variations des obligations estimées découlant de révisions de l'échéancier prévu ou du montant des flux de trésorerie futurs attendus sont comptabilisées à titre de variation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et des coûts connexes de mise hors service d'immobilisations.

L'amortissement des coûts de mise hors service d'immobilisations est inclus à l'élément Dotation aux amortissements et à l'épuisement de l'état consolidé du résultat net. Les augmentations des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations attribuables à l'écoulement du temps sont inscrites à titre de charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à l'état consolidé du résultat net.

Les frais qui sont réellement engagés sont portés en diminution du cumul des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

T) RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

Les obligations de paiement en trésorerie ou en actions ordinaires aux termes des régimes de rémunération fondée sur des actions d'Encana sont comptabilisées sur la période d'acquisition des droits, déduction faite de ceux perdus par renonciation, selon la juste valeur. La juste valeur est déterminée à l'aide des cours des actions observables ou de modèles d'évaluation d'options comme celui de Black-Scholes-Merton. Dans le cas des régimes de rémunération dont le paiement est réglé en instruments de capitaux propres, la juste valeur est déterminée à la date d'attribution et est comptabilisée dans les coûts de rémunération sur la période d'acquisition des droits, un montant correspondant étant crédité aux capitaux propres. Pour les régimes de rémunération dont le paiement est réglé en trésorerie, la juste valeur est établie à chaque date de clôture, et les variations périodiques sont comptabilisées dans les coûts de rémunération, une variation correspondante étant inscrite dans le passif.

U) CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location conclus en vue de l'utilisation d'un actif sont classés comme des contrats de location-acquisition ou des contrats de location simple. Les contrats de location-acquisition transfèrent à la Société la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué. Ils sont inscrits à l'actif au début de la période de location, au plus faible de la juste valeur de l'actif loué et de la valeur actuelle des paiements minimaux au titre de la location. Les actifs loués incorporés sont amortis sur la durée d'utilité estimée de l'actif si le bail comporte une option d'achat à prix de faveur ou de propriété au transfert des actifs loués à la fin de la période de location. Sinon, les actifs loués sont amortis sur la durée du bail. L'amortissement des actifs loués incorporés est pris en compte dans la dotation aux amortissements et à l'épuisement figurant dans l'état consolidé du résultat net. Tous les autres contrats de location sont classés dans les contrats de location simple, et les paiements sont constatés sur une base linéaire pendant la durée du contrat de location.

V) ÉVALUATIONS DE LA JUSTE VALEUR

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. Les techniques d'évaluation comprennent l'approche par le marché, l'approche par le résultat et l'approche par les coûts. L'approche par le marché est fondée sur des données provenant de transactions sur le marché visant des actifs ou des passifs identiques ou comparables. L'approche par le résultat repose sur l'actualisation des valeurs futures estimées, quant à l'approche par les coûts, elle se base sur le montant qui serait requis actuellement pour remplacer l'actif.

Les données utilisées pour déterminer la juste valeur sont classées selon une hiérarchie établissant entre les données un ordre de priorité d'après la mesure dans laquelle elles sont observables. Les trois niveaux de données de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur sont les suivants :

- Niveau 1 – Données correspondant aux prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques, comme des dérivés sur marchandises négociés en bourse.
- Niveau 2 – Données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement, comme les prix cotés sur un marché pour des actifs ou des passifs similaires sur des marchés actifs ou d'autres données corroborées sur le marché.
- Niveau 3 – Données non observables à partir de sources objectives, comme les prix à terme qui sont basés sur une activité de marché nulle ou quasi nulle ou les estimations des flux de trésorerie futurs établis à l'interne et utilisés dans un modèle de valeur actuelle.

Pour déterminer la juste valeur, la Société utilise les données disponibles les plus observables. Si une évaluation de la juste valeur tient compte de données se situant à plusieurs niveaux dans la hiérarchie, cette évaluation est caractérisée en fonction du niveau le plus faible des données importantes pour l'évaluation de la juste valeur.

La valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients ainsi que des dettes fournisseurs figurant dans l'état consolidé de la situation financière se rapproche de la juste valeur. La note 12 présente de l'information concernant la juste valeur de la dette à long terme. La note 20 renferme de l'information sur la juste valeur des actifs des régimes de retraite. Des évaluations de la juste valeur sont exécutées de manière récurrente pour les actifs et passifs liés à la gestion des risques et d'autres contrats d'instruments dérivés, comme il est indiqué à la note 21.

Certains actifs non financiers et passifs non financiers, comme les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et les actifs et passifs acquis ou repris dans le cadre de regroupements d'entreprises ou de certaines opérations d'échange non monétaire, sont évalués initialement à la juste valeur.

W) ACTIFS ET PASSIFS LIÉS À LA GESTION DES RISQUES

Les actifs et passifs liés à la gestion des risques sont des instruments financiers dérivés auxquels Encana a recours pour gérer l'exposition économique aux risques de marché liés aux prix des marchandises, aux taux de change et aux taux d'intérêt. Le recours à ces instruments dérivés est régi par des politiques officielles et est assujéti aux limites fixées par le conseil d'administration. La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Les instruments dérivés non admissibles à l'exemption concernant les transactions d'achat et de vente normales sont évalués à leur juste valeur, les variations de celle-ci étant portées au résultat net. Les justes valeurs constatées à l'état consolidé de la situation financière témoignent de la compensation entre les positions sur l'actif et le passif lorsque les accords généraux de compensation de contrepartie comportent des dispositions de règlement au montant net. Les profits et pertes réalisés découlant de dérivés financiers portant sur le prix du pétrole et du gaz naturel sont comptabilisés dans les produits des activités ordinaires au règlement des contrats. Les profits et pertes réalisés découlant de dérivés financiers portant sur les prix de l'électricité sont comptabilisés dans les frais de transport et de traitement au règlement des contrats sur l'électricité. Les profits et pertes réalisés découlant de swaps de devises sont comptabilisés à titre de profits ou pertes de change au règlement des contrats. Les profits et pertes réalisés découlant d'autres contrats d'instruments dérivés liés à certaines obligations de paiement sont comptabilisés dans les produits à mesure que les obligations sont réglées. Les profits et pertes latents sont comptabilisés en conséquence dans les produits des activités ordinaires, les frais de transport et de traitement et les profits et pertes de change à la fin de chaque période de présentation de l'information financière en fonction des variations de la juste valeur des contrats.

X) ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Les passifs liés aux pertes éventuelles liées aux réclamations, avis de cotisation, litiges, causes environnementales ou autres facteurs sont comptabilisés s'il est probable qu'une perte a été subie et si le montant peut en être raisonnablement estimé. Les montants ainsi comptabilisés sont ajustés à la lumière des nouveaux renseignements et selon la tournure des événements.

Y) PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

NOUVELLES NORMES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ADOPTÉES

En date du 1^{er} janvier 2018, Encana sera tenue d'adopter l'ASU 2014-09, *Revenue from Contracts with Customers*, conformément au Topic 606 ainsi qu'aux mises à jour et précisions subséquentes connexes qui remplaceront le Topic 605, *Revenue Recognition*, et d'autres lignes directrices destinées à des secteurs précis et énoncées dans l'Accounting Standards Codification. La nouvelle norme repose sur le principe que les produits des activités ordinaires sont constatés au moment du transfert, aux clients, de biens ou services faisant l'objet d'un accord à un montant qui reflète la contrepartie que la Société s'attend à pouvoir toucher en échange de ces biens ou services. En août 2015, le FASB a publié l'ASU 2015-14, *Deferral of the Effective Date for Revenue from Contracts with Customers*, norme qui a reporté la date d'entrée en vigueur de l'ASU 2014-09. À la date de son adoption, cette norme pourra être appliquée selon la méthode rétrospective intégrale ou la méthode rétrospective modifiée. Encana a pratiquement terminé l'évaluation de l'incidence de l'ASU 2014-09 et elle est actuellement d'avis que la norme n'aura pas une incidence importante sur ses états financiers consolidés, si ce n'est la communication d'informations plus détaillées liées à la ventilation des produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients, aux obligations de prestation par la Société prévues au contrat et à tout jugement important. Encana a l'intention d'adopter la nouvelle norme selon la méthode rétrospective intégrale à la date d'adoption.

Au 1^{er} janvier 2018, Encana devra adopter l'ASU 2017-07, *Improving the Presentation of Net Periodic Pension Cost and Net Periodic Postretirement Benefit Cost*. En vertu de la modification, la composante coût des services rendus doit être présentée avec les coûts de rémunération des membres du personnel connexes, tandis que les autres composantes des coûts au titre des prestations doivent être présentées séparément de la composante coût des services rendus et ne pas figurer dans le total partiel du résultat découlant des activités d'exploitation. En outre, en vertu de la modification, seul le coût des services rendus peut être incorporé à l'actif. La modification sera appliquée de manière rétrospective et elle prévoit certaines mesures de simplification pour la présentation des coûts périodiques nets des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, tandis que l'incorporation à l'actif de la composante coût des services rendus sera appliquée de manière prospective à la date de l'adoption. Encana est d'avis que la modification n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Le 1^{er} janvier 2019, Encana devra adopter l'ASU 2016-02, *Leases*, conformément au Topic 842, qui remplacera le Topic 840, *Leases*. La nouvelle norme oblige les preneurs à comptabiliser les actifs liés au droit d'usage et les passifs connexes relatifs au bail à l'égard de tous les contrats de location, notamment ceux classés à titre de contrats de location simple, à l'état consolidé de la situation financière. Le modèle de classement double a été retenu en vue de l'évaluation et de la présentation ultérieures des contrats de location à l'état consolidé du résultat net et au tableau consolidé des flux de trésorerie. La nouvelle norme requiert également une information accrue à l'égard du montant, du calendrier et de l'incertitude des flux de trésorerie découlant des contrats de location. La norme sera appliquée selon une méthode rétrospective modifiée et Encana a en outre l'intention de choisir certaines mesures de simplification qui lui permettront de maintenir le classement des contrats de location évalués en vertu du Topic 840 conclus avant la date de l'adoption. En 2017, Encana a passé en revue et analysé les contrats, établi son portefeuille d'actifs loués et, plus récemment, entrepris l'identification des modalités et des données requises qui seront utilisées afin de déterminer l'incidence de cette norme à l'adoption. La Société a également déterminé et évalué de manière active les exigences liées aux systèmes ainsi que les processus et les contrôles requis en vue de soutenir la comptabilisation des contrats de location et la présentation des informations à fournir connexes. De plus, Encana a surveillé les modifications proposées par le FASB et ses décisions provisoires aux fins de leur application par la Société et de leur incidence. Même si Encana n'est actuellement pas en mesure de déterminer de manière raisonnable l'incidence sur le plan financier de l'ASU 2016-02, elle prévoit que son adoption aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés découlant de la comptabilisation des actifs et des passifs liés aux contrats de location simple.

Le 1^{er} janvier 2020, Encana devra adopter l'ASU 2017-04, *Simplifying the Test for Goodwill Impairment*. La modification élimine la seconde étape du test de dépréciation du goodwill, en vertu de laquelle la Société doit évaluer l'excédent de la valeur comptable du goodwill de l'unité d'exploitation sur la juste valeur implicite de son goodwill. En vertu de cette modification, la dépréciation du goodwill est évaluée en fonction de l'excédent de la valeur comptable de l'unité d'exploitation sur sa juste valeur respective. La modification sera appliquée de manière prospective à la date d'adoption. Encana est actuellement dans les premières phases de l'évaluation de la modification, mais elle ne prévoit pas que la modification aura une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

2. Information sectorielle

Les secteurs à présenter d'Encana sont établis comme suit et en fonction de ses activités d'exploitation et régions géographiques :

- Le secteur **Activités au Canada** englobe les activités de prospection, de mise en valeur et de production de pétrole, de LGN et de gaz naturel et d'autres activités connexes du centre de coûts canadien.
- Le secteur **Activités aux États-Unis** englobe les activités de prospection, de mise en valeur et de production de pétrole, de LGN et de gaz naturel et d'autres activités connexes du centre de coûts américain.
- La principale responsabilité du secteur **Optimisation des marchés** consiste en la vente de la production de la Société. Ces ventes sont prises en compte dans les activités au Canada et aux États-Unis. Les activités d'optimisation des marchés comprennent l'achat et la vente de produits de tiers, ce qui procure une souplesse opérationnelle et une réduction des coûts en ce qui a trait aux engagements de transport, aux types de produits, aux points de livraison et à la diversification de la clientèle. Ces activités sont présentées dans le secteur Optimisation des marchés. Ce secteur vend la quasi-totalité de la production en amont de la Société à des tiers. Les transactions conclues entre les secteurs sont évaluées à la valeur de marché et sont éliminées au moment de la consolidation.

Le secteur Activités non sectorielles et autres comprend principalement des profits ou pertes latents inscrits à l'égard d'instruments financiers dérivés. Une fois les instruments réglés, les profits et pertes réalisés sont comptabilisés dans le secteur d'exploitation auquel les instruments dérivés sont liés. Le secteur Activités non sectorielles et autres comprend également des montants liés à des contrats de sous-location.

Résultats d'exploitation

Information sectorielle et géographique

Exercices clos les 31 décembre	Activités au Canada			Activités aux États-Unis			Optimisation des marchés		
	2017	2016	2015	2017	2016	2015	2017	2016	2015
Produits des activités ordinaires									
Revenus générés par les produits	1 150 \$	952 \$	1 309 \$	1 849 \$	1 491 \$	2 041 \$	- \$	- \$	- \$
Profits (pertes) sur la gestion des risques, montant net	22	107	495	18	255	425	-	(1)	(3)
Optimisation des marchés	-	-	-	-	-	-	863	647	368
Autres	19	8	18	11	24	25	-	-	-
Total des produits des activités ordinaires	1 191	1 067	1 822	1 878	1 770	2 491	863	646	365
Charges d'exploitation									
Taxes à la production, impôts miniers et autres taxes	20	23	28	92	76	116	-	-	-
Transport et traitement	578	576	654	164	260	580	103	87	12
Charges d'exploitation	122	152	152	331	394	519	35	35	33
Produits achetés	-	-	-	-	-	-	788	586	323
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	236	260	305	530	523	1 088	1	-	-
Pertes de valeur	-	493	-	-	903	6 473	-	-	-
Total des charges d'exploitation	956	1 504	1 139	1 117	2 156	8 776	927	708	368
Résultat d'exploitation	235 \$	(437) \$	683 \$	761 \$	(386) \$	(6 285) \$	(64) \$	(62) \$	(3) \$

	Activités non sectorielles et autres			Chiffres consolidés		
	2017	2016	2015	2017	2016	2015
Produits des activités ordinaires						
Revenus générés par les produits	- \$	- \$	- \$	2 999 \$	2 443 \$	3 350 \$
Profits (pertes) sur la gestion des risques, montant net	442	(636)	(325)	482	(275)	592
Optimisation des marchés	-	-	-	863	647	368
Autres	69	71	69	99	103	112
Total des produits des activités ordinaires	511	(565)	(256)	4 443	2 918	4 422
Charges d'exploitation						
Taxes à la production, impôts miniers et autres taxes	-	-	-	112	99	144
Transport et traitement	-	(22)	6	845	901	1 252
Charges d'exploitation	18	17	19	506	598	723
Produits achetés	-	-	-	788	586	323
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	66	76	95	833	859	1 488
Pertes de valeur	-	-	-	-	1 396	6 473
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	37	51	45	37	51	45
Charges administratives	254	309	275	254	309	275
Total des charges d'exploitation	375	431	440	3 375	4 799	10 723
Résultat d'exploitation	136 \$	(996) \$	(696) \$	1 068	(1 881)	(6 301)
Autres (produits) charges						
Intérêts				363	397	614
(Profit) perte de change, montant net				(279)	(210)	1 082
(Profit) perte sur les sorties d'actifs, montant net				(404)	(390)	(14)
Autres (profits) pertes, montant net				(42)	(58)	27
Total des autres (produits) charges				(362)	(261)	1 709
Résultat net avant impôt sur le résultat				1 430	(1 620)	(8 010)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat				603	(676)	(2 845)
Résultat net				827 \$	(944) \$	(5 165) \$

Information sur les transactions intersectorielles

Exercices clos les 31 décembre	Optimisation des marchés								
	Ventes par commercialisation			Éliminations - activités en amont			Total		
	2017	2016	2015	2017	2016	2015	2017	2016	2015
Produits des activités ordinaires	3 939 \$	3 304 \$	4 309 \$	(3 076) \$	(2 658) \$	(3 944) \$	863 \$	646 \$	365 \$
Charges d'exploitation									
Transport et traitement	291	279	348	(188)	(192)	(336)	103	87	12
Charges d'exploitation	35	35	33	-	-	-	35	35	33
Produits achetés	3 676	3 052	3 931	(2 888)	(2 466)	(3 608)	788	586	323
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Résultats d'exploitation	(64) \$	(62) \$	(3) \$	- \$	- \$	- \$	(64) \$	(62) \$	(3) \$

Dépenses d'investissement

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Activités au Canada	426 \$	256 \$	380 \$
Activités aux États-Unis	1 358	873	1 847
Optimisation des marchés	1	1	1
Activités non sectorielles et autres	11	2	4
	1 796 \$	1 132 \$	2 232 \$

Goodwill, immobilisations corporelles et total de l'actif par secteur

31 décembre	Goodwill		Immobilisations corporelles		Total de l'actif	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Activités au Canada	696 \$	650 \$	862 \$	602 \$	1 908 \$	1 542 \$
Activités aux États-Unis	1 913	2 129	6 555	6 050	9 301	9 535
Optimisation des marchés	-	-	2	2	152	105
Activités non sectorielles et autres	-	-	1 535	1 485	3 906	3 471
	2 609 \$	2 779 \$	8 954 \$	8 139 \$	15 267 \$	14 653 \$

Goodwill, immobilisations corporelles et total de l'actif par région géographique

31 décembre	Goodwill		Immobilisations corporelles		Total de l'actif	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Canada	696 \$	650 \$	2 319 \$	2 000 \$	5 412 \$	4 732 \$
États-Unis	1 913	2 129	6 635	6 139	9 811	9 902
Autres pays	-	-	-	-	44	19
	2 609 \$	2 779 \$	8 954 \$	8 139 \$	15 267 \$	14 653 \$

Ventes à l'exportation

Les ventes de pétrole, de LGN et de gaz naturel produits ou achetés au Canada qui ont été livrées à des clients situés à l'extérieur du Canada ont totalisé 64 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (50 M\$ en 2016; 153 M\$ en 2015).

Principaux clients

En ce qui a trait à la commercialisation et à la vente de pétrole, de LGN et de gaz naturel produits par Encana ou achetés par celle-ci au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société a eu deux clients qui ont généré plus de 10 % de ses revenus générés par les produits. Les ventes à ces clients, qui ont une notation de crédit de première qualité, se sont élevées à environ 709 M\$ et à 412 M\$, soit 144 M\$ au Canada et 977 M\$ aux États-Unis (deux clients auprès desquels les ventes ont été, respectivement, d'environ 434 M\$ et 343 M\$ en 2016; deux clients auprès desquels les ventes ont été, respectivement, d'environ 447 M\$ et 414 M\$ en 2015).

3. Acquisitions et sorties d'actifs

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Acquisitions			
Activités au Canada	31 \$	1 \$	9 \$
Activités aux États-Unis	23	209	27
Activités non sectorielles et autres	-	-	34
Total des acquisitions	54	210	70
Sorties d'actifs			
Activités au Canada	(41)	(456)	(959)
Activités aux États-Unis	(695)	(806)	(896)
Activités non sectorielles et autres	-	-	(53)
Total des sorties d'actifs	(736)	(1 262)	(1 908)
Acquisitions et (sorties d'actifs), montant net	(682) \$	(1 052) \$	(1 838) \$

ACQUISITIONS

Pour 2017, les acquisitions liées aux activités au Canada et aux États-Unis comprennent surtout l'acquisition de terrains présentant un potentiel élevé de pétrole et de liquides. En 2016, les acquisitions liées aux activités aux États-Unis comprennent surtout l'acquisition d'actifs de collecte du gaz naturel et de traitement de l'eau situés à Piceance, au Colorado, et l'achat de terrains et de biens présentant un potentiel élevé de pétrole et de liquides à Eagle Ford.

SORTIES

En 2017, le montant reçu à la vente d'actifs s'est établi à 736 M\$ (1 262 M\$ en 2016 et 1 908 M\$ en 2015). En 2017, les sorties d'actifs se sont chiffrées à 41 M\$ pour les activités au Canada et à 695 M\$ pour les activités aux États-Unis.

Les montants touchés par suite des sorties d'actifs ont été retranchés des comptes de coût entier canadien et américain respectifs, sauf dans le cas des sorties d'actifs qui ont modifié fortement le rapport entre les coûts incorporés et les réserves prouvées du centre de coûts du pays concerné. Lorsqu'une sortie d'actifs donne lieu à un profit ou à une perte et porte sur une entreprise, un goodwill est attribué à la transaction.

Activités au Canada

En 2017, les sorties d'actifs des activités au Canada ont porté essentiellement sur la vente de certains biens qui ne constituaient pas un complément au portefeuille d'actifs existants d'Encana.

En 2016, les sorties d'actifs des activités au Canada ont porté essentiellement sur la vente d'actifs faisant partie de l'usine Gordondale à Montney, dans le nord-ouest de l'Alberta pour une contrepartie d'environ 600 M\$ CA (455 M\$), après les ajustements de clôture. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, Encana a comptabilisé un profit d'environ 394 M\$, avant impôts, à la vente d'actifs de l'usine Gordondale de la Société du centre de coûts canadien et a ventilé à cette transaction un goodwill de 32 M\$.

En 2015, les sorties d'actifs des activités au Canada ont porté essentiellement sur la vente de certains actifs de Wheatland, dans le centre et le sud de l'Alberta, pour un produit d'environ 557 M\$ CA (467 M\$), après les ajustements de clôture, sur la vente de certains actifs de collecte et de compression du gaz naturel à Montney, dans le nord-est de la Colombie-Britannique, pour un produit d'environ 450 M\$ CA (355 M\$), après les ajustements de clôture, ainsi que sur certains biens qui ne constituaient pas un bon complément au portefeuille d'actifs d'Encana.

Activités aux États-Unis

En 2017, les sorties d'actifs des activités aux États-Unis ont porté essentiellement sur la vente des actifs de gaz naturel de Piceance situés dans le nord-ouest du Colorado, dont la Société a tiré un produit d'environ 605 M\$, compte tenu des ajustements de clôture et d'autres ajustements, et sur la vente des actifs de schistes marins de Tuscaloosa, au Mississippi, et en Louisiane. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, Encana a comptabilisé un profit d'environ 406 M\$, avant impôt, sur la vente des actifs de Piceance de la Société du centre de coûts des États-Unis et a ventilé à cette transaction un goodwill de 216 M\$.

En 2016, les sorties d'actifs des activités aux États-Unis ont porté essentiellement sur la vente des actifs du bassin DJ, situés dans le nord du Colorado, pour un produit d'environ 633 M\$, après les ajustements de clôture, et de certaines participations louées dans des concessions pétrolières et gazières à Piceance, au Colorado, pour un produit d'environ 135 M\$, compte tenu des ajustements de clôture et d'autres ajustements.

En 2015, les sorties d'actifs des activités aux États-Unis ont porté essentiellement sur la vente des biens de gaz naturel de Haynesville, situés dans le nord de la Louisiane, pour un produit d'environ 769 M\$, après les ajustements de clôture, et de certains biens qui ne rehaussaient pas le portefeuille d'actifs d'Encana.

Activités non sectorielles et autres

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, les acquisitions et sorties d'actifs des activités non sectorielles et autres tenaient essentiellement compte de l'achat et de la vente ultérieure de l'immeuble de bureaux Encana Place, situé à Calgary, qui ont donné lieu à un profit sur une sortie d'actifs d'environ 12 M\$.

4. Intérêts

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Charges d'intérêts sur les éléments suivants			
Dette	267 \$	296 \$	497 \$
Immeuble de bureaux The Bow	63	62	65
Contrats de location-acquisition	20	24	28
Autres	13	15	24
	363 \$	397 \$	614 \$

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, la charge d'intérêts sur la dette comprenait un paiement d'intérêts non récurrent d'environ 165 M\$ associé au remboursement anticipé de billets de la Société qui a eu lieu en avril 2015, soit ses 700 M\$ de billets, à 5,90 %, échéant le 1^{er} décembre 2017 et ses 750 M\$ CA de billets à moyen terme, à 5,80 %, échéant le 18 janvier 2018, tel qu'il est indiqué à la note 12.

5. (Profit) perte de change, montant net

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
(Profit latent) perte latente de change à la conversion :			
De titres d'emprunt libellés en dollars américains et émis depuis le Canada	(243) \$	(130) \$	754 \$
De contrats de gestion des risques libellés en dollars américains et conclus depuis le Canada	(44)	4	(67)
De billets intersociétés	(4)	(14)	-
	(291)	(140)	687
Écart de change sur des règlements :			
De titres d'emprunt libellés en dollars américains et émis depuis le Canada	14	(73)	269
De contrats de gestion des risques libellés en dollars américains et conclus depuis le Canada	(15)	-	-
De billets intersociétés	10	5	89
Autres réévaluations monétaires	3	(2)	37
	(279) \$	(210) \$	1 082 \$

Le (profit latent) la perte latente de change à la conversion de titres d'emprunt libellés en dollars américains et émis depuis le Canada pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 présenté dans le tableau ci-dessus rend compte d'un ajustement hors période relativement à des pertes latentes au titre d'une obligation en vertu de contrats de location-acquisition libellés en monnaies étrangères depuis décembre 2013. L'incidence cumulative inscrite dans les écarts de change à l'état consolidé du résultat net de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'est établie à 68 M\$ avant impôt (47 M\$ après impôt). Encana a établi que l'ajustement n'avait pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 ou pour toute période antérieure. Par conséquent, les données des périodes comparatives des états financiers consolidés n'ont pas été retraitées.

6. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat s'établit comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Impôt exigible			
Canada	(59) \$	(82) \$	(25) \$
États-Unis	(9)	-	(17)
Autres pays	5	4	8
Total de la charge (économie) d'impôt exigible	(63)	(78)	(34)
Impôt différé			
Canada	55	(163)	(316)
États-Unis	611	(435)	(2 495)
Autres pays	-	-	-
Total de la charge (économie) d'impôt différé	666	(598)	(2 811)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	603 \$	(676) \$	(2 845) \$

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, l'économie d'impôt exigible est surtout attribuable à la résolution favorable de certaines questions de nature fiscale par suite de l'émission d'un avis de cotisation par les autorités fiscales portant sur des années d'imposition antérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, les économies d'impôt exigible découlaient surtout de montants comptabilisés à l'égard de périodes antérieures.

Le 22 décembre 2017, la *Tax Cuts and Jobs Act* (la « réforme fiscale américaine ») a été adoptée et elle donne lieu à des modifications importantes au code des impôts des États-Unis, notamment une réduction du taux d'imposition fédéral américain des sociétés, qui est passé de 35 % à 21 %. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la charge d'impôt différé de 666 M\$ rend compte d'un ajustement provisoire de 327 M\$ découlant de la réévaluation de la position fiscale de la Société par suite de la réforme fiscale américaine. L'ajustement de 327 M\$ rend compte d'une réévaluation de 26 M\$ de la provision pour moins-value relativement aux crédits pour impôts étrangers aux États-Unis et aux dons de charité aux États-Unis.

Le *Staff Accounting Bulletin No. 118* de la SEC traite de l'application des PCGR des États-Unis dans les situations où un émetteur inscrit n'a pas réuni, préparé ou analysé l'information nécessaire (y compris les calculs) de manière raisonnablement détaillée pour comptabiliser certaines incidences de l'impôt sur le résultat découlant de la réforme fiscale américaine. L'incidence ultime de la réforme fiscale américaine peut différer du montant provisoire inscrit, soit 327 M\$, par suite d'autres analyses, de modifications des interprétations et des hypothèses utilisées par la Société, des nouvelles directives réglementaires pouvant être émises et de mesures pouvant être prises par la Société attribuables à la réforme fiscale américaine. Les ajustements ultérieurs, le cas échéant, au montant provisoire seront inscrits dans la charge d'impôt sur le résultat de la période au cours de laquelle l'analyse a été menée à terme.

La réforme fiscale américaine rendait également compte de nouvelles règles visant à limiter la déductibilité au titre des montants des intérêts des parties liées. Au 31 décembre 2017, la Société avait des déductions d'intérêts différés qu'elle pouvait reporter prospectivement à l'égard desquelles elle a inscrit un actif d'impôt différé de 28 M\$. Il est difficile de déterminer si les nouvelles règles limiteraient le caractère réalisable de ce montant d'intérêts reporté prospectivement. D'autres précisions sur les règles transitoires sont requises par le biais de possibles règlements et directives du département du Trésor avant que la détermination ne soit définitive.

Pour les exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, les économies d'impôt différé étaient surtout attribuables aux pertes de valeur découlant des tests de plafonnement du coût entier qui avaient été constatées dans les activités au Canada et aux États-Unis, tel qu'il est indiqué à la note 8.

Le tableau suivant présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat calculé au taux prévu par la loi au Canada et de l'impôt sur le résultat réel :

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Résultat net avant impôt sur le résultat			
Canada	512 \$	(627) \$	(2 014) \$
États-Unis	476	(1 522)	(6 963)
Autres pays	442	529	967
Total du résultat net avant impôt sur le résultat	1 430	(1 620)	(8 010)
Taux prévu par la loi au Canada	27,0 %	27,0 %	26,4 %
Impôt sur le résultat attendu	386	(437)	(2 115)
Incidences des éléments suivants sur l'impôt :			
Impôt sur le résultat lié aux établissements à l'étranger	(73)	(266)	(776)
Incidences des modifications des lois	299	-	(11)
(Gains) pertes en capital non imposables	(39)	(29)	132
Écarts de nature fiscale résultant de sorties d'actifs et de transactions	77	9	(8)
Ventilations de l'impôt de coentreprise en excédent du financement	(54)	(17)	(21)
Montants relatifs à des exercices antérieurs	(49)	(11)	(8)
Variation de la provision pour moins-value	54	121	-
Autres	2	(46)	(38)
	603 \$	(676) \$	(2 845) \$
Taux d'impôt effectif	42,2 %	41,7 %	35,5 %

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, le taux d'imposition effectif s'est établi à 42,2 %, soit un taux supérieur au taux de 27 % prévu par la loi au Canada; cette hausse découle surtout de l'adoption de la réforme fiscale américaine, laquelle a donné lieu à une augmentation de 22,9 % du taux d'imposition effectif d'Encana. Le taux d'imposition effectif des exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015 dépassait le taux d'impôt prévu par la loi au Canada, qui était respectivement de 27 % et de 26,4 %, surtout à cause de la différence entre les taux d'impôt des territoires étrangers et le taux d'impôt prévu par la loi au Canada appliqué au résultat dégagé sur des territoires étrangers.

Le montant net de l'actif (du passif) d'impôt différé se compose des éléments suivants :

31 décembre	2017	2016
Actif d'impôt différé		
Immobilisations corporelles	281 \$	256 \$
Gestion des risques	34	81
Régimes de rémunération	99	100
Intérêts et autres déductions différées	28	48
Pertes de change latentes	-	20
Pertes autres qu'en capital et pertes en capital nettes reportées prospectivement	1 014	1 149
Crédits pour impôts étrangers	198	198
Autres	53	82
Moins la provision pour moins-value	(187)	(133)
Passif d'impôt différé		
Immobilisations corporelles	(386)	(155)
Gestion des risques	(97)	-
Profits latents de change	(18)	-
Autres	(10)	(19)
Actif (passif) d'impôt différé, montant net	1 009 \$	1 627 \$

Au 31 décembre 2017, Encana a comptabilisé une provision pour moins-value à l'égard de crédits pour impôts étrangers aux États-Unis et de dons de charité aux États-Unis de 156 M\$ (129 M\$ en 2016) et de 3 M\$ (4 M\$ en 2016), respectivement, car il est plus probable qu'improbable que ces avantages ne seront pas réalisés selon les bénéfices imposables futurs prévus, tel qu'il a été établi conformément aux méthodes comptables de la Société. Cette variation de 26 M\$ de la provision pour moins-value découle de la réévaluation faisant suite à la réforme fiscale américaine dont il a été question plus haut. En outre, une provision pour moins-value de 28 M\$ (néant en 2016) a été comptabilisée à l'égard des pertes étatiques américaines, car il est plus probable qu'improbable que ces avantages ne seront pas réalisés selon les bénéfices imposables futurs prévus.

Le montant net de l'actif (du passif) d'impôt différé pour les territoires suivants est pris en compte dans l'état consolidé de la situation financière comme suit :

31 décembre	2017	2016
Actif d'impôt différé		
Canada	555 \$	568 \$
États-Unis	488	1 090
	1 043	1 658
Passif d'impôt différé		
Canada	(34)	(31)
États-Unis	-	-
	(34)	(31)
Actif (passif) d'impôt différé, montant net	1 009 \$	1 627 \$

Les comptes fiscaux, les reports de perte prospectifs, les dons de charité et les crédits d'impôt disponibles sont comme suit :

31 décembre	2017	Année d'expiration
Canada		
Comptes fiscaux	1 520 \$	Sans expiration
Pertes en capital nettes	15	Sans expiration
Pertes autres qu'en capital	982	2027 – 2037
Dons de charité	1	2022
États-Unis		
Valeur fiscale	4 703 \$	Sans expiration
Pertes autres qu'en capital (fédéral)	3 407	2031 – 2037
Dons de charité	13	2019 – 2023
Crédits d'impôt étranger	198	2021 – 2025

Au 31 décembre 2017, une tranche d'environ 3,2 G\$ des résultats non distribués d'Encana provenant de ses filiales étrangères était considérée comme ayant été réinvestie de façon permanente à l'extérieur du Canada. Par conséquent, Encana n'a pas constaté de passif d'impôt différé pour l'impôt canadien s'appliquant à cette tranche. Si celle-ci devait être rapatriée au Canada, Encana pourrait être assujettie à l'impôt canadien et à des retenues d'impôt étranger. Toutefois, il est impossible de calculer tout montant éventuel des passifs d'impôt différé non constatés.

Le tableau suivant présente l'évolution du solde des économies d'impôt non constatées d'Encana, exclusion faite des intérêts.

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Solde à l'ouverture de l'exercice	(286) \$	(317) \$
Ajouts pour les positions fiscales prises dans l'exercice considéré	-	-
Ajouts pour les positions fiscales des exercices précédents	(1)	(1)
Réductions pour les positions fiscales des exercices précédents	1	-
Positions frappées de prescription	-	42
Règlements	-	-
Écart de conversion	(20)	(10)
Solde à la clôture de l'exercice	(306) \$	(286) \$

Les économies d'impôt non constatées sont prises en compte comme suit à l'état consolidé de la situation financière :

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016
Impôt sur le résultat à recouvrer	(45) \$	(21) \$
Autres passifs et provisions (note 13)	(202)	(193)
Actif d'impôt différé	(59)	(72)
Solde à la clôture de l'exercice	(306) \$	(286) \$

Si elles étaient comptabilisées, toutes les économies d'impôt non constatées d'Encana au 31 décembre 2017 auraient une incidence sur son taux d'impôt effectif. Encana ne prévoit pas que le montant des économies d'impôt non constatées changera de façon importante dans les 12 prochains mois.

Encana comptabilise dans la charge d'intérêts les intérêts courus sur les économies d'impôt non constatées. En 2017, Encana a inscrit 12 M\$ dans la charge d'intérêts (1 M\$ en 2016 et 2 M\$ en 2015). Au 31 décembre 2017, Encana avait un passif de 16 M\$ (4 M\$ en 2016) se rapportant à des intérêts courus sur les économies d'impôt non constatées.

Un résumé des années d'imposition, par territoire, qui demeurent assujetties à l'examen des administrations fiscales, est présenté ci-après.

Territoire	Années d'imposition
Canada – Fédéral	2009 – 2017
Canada – Provincial	2009 – 2017
États-Unis – Fédéral	2014 – 2017
États-Unis – Étatique	2013 – 2017
Autres	2016 – 2017

Encana et ses filiales produisent des déclarations de revenus principalement au Canada et aux États-Unis. Les points en litige pour les exercices audités et les audits des exercices ultérieurs sont continus et en sont à diverses étapes d'achèvement.

7. Créances clients et produits à recevoir

31 décembre	2017	2016
Créances commerciales et produits à recevoir		
Pétrole, LGN et gaz naturel	425 \$	394 \$
Activités médianes et commercialisation	284	161
Instruments financiers dérivés	3	4
Activités non sectorielles et autres	9	81
Total des créances commerciales et des produits à recevoir	721	640
Montants payés d'avance	21	18
Acomptes et autres	37	11
	779	669
Provision pour créances douteuses	(5)	(6)
	774 \$	663 \$

Le solde des créances commerciales d'Encana se compose principalement de créances liées au pétrole, aux LGN et au gaz naturel, de produits tirés de la commercialisation et de créances liées à des contreprises. Les créances commerciales ne portent pas intérêt. Pour déterminer la recouvrabilité des créances, la Société tient compte de l'âge des créances non réglées et de la cote de solvabilité des contreparties. La Société inscrit les créances non recouvrables à titre de provision pour créances douteuses lorsqu'il a été établi qu'elles ne sont plus recouvrables. D'autres d'informations sur le risque de crédit sont présentées à la note 22.

8. Immobilisations corporelles, montant net

31 décembre	2017			2016		
	Coût	Cumul des amortissements et de l'épuisement	Montant net	Coût	Cumul des amortissements et de l'épuisement	Montant net
Activités au Canada						
Biens prouvés	14 555 \$	(14 047) \$	508 \$	13 159 \$	(12 896) \$	263 \$
Biens non prouvés	311	-	311	285	-	285
Autres	43	-	43	54	-	54
	14 909	(14 047)	862	13 498	(12 896)	602
Activités aux États-Unis						
Biens prouvés	25 610	(23 240)	2 370	26 393	(25 300)	1 093
Biens non prouvés	4 169	-	4 169	4 913	-	4 913
Autres	16	-	16	44	-	44
	29 795	(23 240)	6 555	31 350	(25 300)	6 050
Optimisation des marchés	7	(5)	2	6	(4)	2
Activités non sectorielles et autres	2 299	(764)	1 535	2 148	(663)	1 485
	47 010 \$	(38 056) \$	8 954 \$	47 002 \$	(38 863) \$	8 139 \$

Les immobilisations corporelles des activités au Canada et aux États-Unis comprennent des coûts internes qui sont directement liés aux activités de prospection, de mise en valeur et de construction de 208 M\$ et qui ont été incorporés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 (161 M\$ en 2016). L'élément Activités non sectorielles et autres comprend des coûts liés à des biens internationaux de 63 M\$ (58 M\$ en 2016) qui ont été entièrement dépréciés.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, la Société n'a pas comptabilisé de perte de valeur par suite de tests de plafonnement du coût entier aux centres de coûts canadien et américain. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, la Société a, par suite de tests de plafonnement du coût entier, imputé des pertes de valeur avant impôt de 493 M\$ (néant en 2015) au centre de coûts canadien et de 903 M\$ (6 473 M\$ en 2015) au centre de coûts américain. Les pertes de valeur inscrites en 2016 ont été prises en compte dans le cumul des amortissements et de l'épuisement figurant dans le tableau ci-dessus et ont découlé surtout de la baisse des prix moyens des marchandises des 12 derniers mois, ce qui a entraîné une réduction des volumes et de la valeur des réserves prouvées.

Les prix moyens des 12 derniers mois qui sont utilisés dans les calculs effectués dans le cadre des tests de plafonnement du coût entier tiennent compte de prix de référence ajustés en fonction des écarts pour le calcul des données locales comme les prix de référence, les frais et tarifs de transport, le contenu thermique et la qualité. Les prix de référence sont indiqués à la note 25.

Contrats de location-acquisition

La Société a conclu plusieurs contrats de location qui sont constatés comme des contrats de location-acquisition et qui visent notamment un immeuble de bureaux, du matériel et une plateforme de production en mer.

Au 31 décembre 2017, la valeur comptable des biens visés par des contrats de location-acquisition totalisait 46 M\$ (51 M\$ en 2016), déduction faite de l'amortissement cumulé de 684 M\$ (648 M\$ en 2016). Les passifs associés aux contrats de location-acquisition sont comptabilisés à l'élément Autres passifs et provisions de l'état consolidé de la situation financière et sont présentés à la note 13.

Autre entente

Au 31 décembre 2017, une valeur comptable de 1 255 M\$ (1 194 M\$ en 2016) était inscrite dans les immobilisations corporelles et le total de l'actif du secteur Activités non sectorielles et autres relativement à l'immeuble de bureaux The Bow, lequel fait l'objet d'un bail de 25 ans. Cet immeuble est amorti sur sa durée d'utilité estimée, soit 60 ans. À la fin du terme de 25 ans, l'actif résiduel et le passif correspondant devraient être décomptabilisés, tel qu'il est indiqué à la note 13.

9. Autres actifs

31 décembre	2017	2016
Placements à long terme	26 \$	26 \$
Créances à long terme	72	71
Charge différée	7	9
Autres ¹⁾	39	32
	144 \$	138 \$

¹⁾ Comprend un montant de 2 M\$ précédemment inscrits à titre de fonds en réserve à l'état consolidé de la situation financière de 2016.

10. Goodwill

31 décembre	2017	2016
Canada		
Solde à l'ouverture de l'exercice	650 \$	661 \$
Sorties durant l'exercice (note 3)	-	(32)
Écart de conversion	46	21
Solde à la clôture de l'exercice	696	650
États-Unis		
Solde à l'ouverture de l'exercice	2 129	2 129
Sorties durant l'exercice (note 3)	(216)	-
Solde à la clôture de l'exercice	1 913	2 129
Total du goodwill	2 609 \$	2 779 \$

En 2017, la Société a décomptabilisé 216 M\$ à titre de goodwill à la sortie des actifs de Piceance, tel qu'il est décrit à la note 3. En 2016, la Société a décomptabilisé 32 M\$ à titre de goodwill à la sortie des actifs de l'usine Gordondale, tel qu'il est décrit à la note 3.

Un test de dépréciation du goodwill a été effectué aux 31 décembre 2017 et 2016. Il a été établi que la juste valeur des unités d'exploitation au Canada et aux États-Unis était supérieure à leur valeur comptable respective. Par conséquent, aucune perte de valeur du goodwill n'a été comptabilisée. La Société n'a pas comptabilisé de cumul historique de perte de valeur du goodwill.

11. Dettes fournisseurs et charges à payer

31 décembre	2017	2016
Comptes fournisseurs	258 \$	240 \$
Charges à payer relativement aux dépenses d'investissement	319	280
Charges à payer relativement aux redevances et à la production	278	300
Autres charges à payer	216	234
Intérêts à payer	69	69
Partie courante des primes d'intéressement à long terme (note 19)	152	88
Partie courante des obligations en vertu de contrats de location-acquisition (note 13)	79	59
Partie courante des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 14)	44	33
	1 415 \$	1 303 \$

Les dettes fournisseurs et les charges à payer ne portent pas intérêt. Les intérêts à payer représentent les montants à payer relativement aux billets non garantis d'Encana comme il est indiqué à la note 12.

12. Dette à long terme

31 décembre	Note	2017	2016
Dette libellée en dollars américains			
Crédit renouvelable et emprunts à terme	A	- \$	- \$
Billets non garantis en dollars américains :	B		
6,50 %, échéant le 15 mai 2019		500	500
3,90 %, échéant le 15 novembre 2021		600	600
8,125 %, échéant le 15 septembre 2030		300	300
7,20 %, échéant le 1 ^{er} novembre 2031		350	350
7,375 %, échéant le 1 ^{er} novembre 2031		500	500
6,50 %, échéant le 15 août 2034		750	750
6,625 %, échéant le 15 août 2037 ¹⁾		462	462
6,50 %, échéant le 1 ^{er} février 2038 ¹⁾		505	505
5,15 %, échéant le 15 novembre 2041 ¹⁾		244	244
Capital total	F	4 211	4 211
Augmentation de la valeur de la dette reprise	C	26	26
Escomptes non amortis sur la dette et frais d'émission	D	(40)	(39)
Partie courante de la dette à long terme	E	-	-
		4 197 \$	4 198 \$

¹⁾ Billets acceptés pour rachat dans le cadre de l'offre publique de rachat de mars 2016.

A) CRÉDIT RENOUVELABLE ET EMPRUNTS À TERME

Au 31 décembre 2017, Encana disposait de facilités de crédit bancaire libellées en dollars américains renouvelables consenties totalisant 4,5 G\$ et comprenant une facilité de crédit bancaire renouvelable de 3,0 G\$ destinée à Encana et une facilité de crédit bancaire renouvelable de 1,5 G\$, destinée à une filiale américaine. Ces facilités peuvent être prorogées à l'occasion, mais pas plus d'une fois par année, au gré des prêteurs et à la demande d'Encana, pour une période d'au plus cinq ans et 90 jours à partir de la date de la demande de prorogation. Les facilités viennent à échéance en juillet 2020 et sont entièrement renouvelables jusqu'à leur échéance.

Encana est assujettie à certaines clauses restrictives de nature financière aux termes de ses ententes de facilités de crédit en vertu desquelles le ratio financement de la dette par rapport aux capitaux permanents ajustés ne peut être supérieur à 60 %. Le financement de la dette comprend surtout la dette à long terme totale et les obligations en vertu de contrats de location-acquisition. Les capitaux permanents ajustés correspondent à la somme du total du financement de la dette, des capitaux propres et d'un ajustement de 7,7 G\$ des capitaux permanents en fonction du cumul des pertes de valeur découlant des tests de plafonnement du coût entier qui avaient été constatées au 31 décembre 2011 en lien avec l'adoption, le 1^{er} janvier 2012, des PCGR des États-Unis. Au 31 décembre 2017, la Société se conformait à l'ensemble des clauses restrictives de nature financière.

La facilité d'Encana, toujours inutilisée au 31 décembre 2017, n'est pas garantie et porte intérêt aux taux pratiqués par les prêteurs pour des emprunts au taux préférentiel canadien, au taux de base américain, au taux des acceptations bancaires ou au TIOL, chacun étant majoré des marges applicables. La facilité destinée à la filiale américaine, toujours inutilisée au 31 décembre 2017, porte intérêt aux taux pratiqués par les prêteurs pour des emprunts au taux de base américain ou au TIOL, chacun étant majoré des marges applicables.

Les commissions d'attente versées en 2017 relativement aux ententes de crédit renouvelable et aux emprunts à terme se sont établies à environ 15 M\$ (14 M\$ en 2016 et 11 M\$ en 2015).

B) BILLETS NON GARANTIS

Prospectus préalable

En 2016 et en 2017, Encana a déposé un prospectus préalable de base simplifié au Canada et une déclaration d'enregistrement préalable aux États-Unis qui lui permettent d'émettre à l'occasion des titres d'emprunt, des actions ordinaires, des actions privilégiées de catégorie A, des reçus de souscription, des bons de souscription, des unités, des contrats d'achat d'actions et des unités d'achat d'actions au Canada ou aux États-Unis, ou dans ces deux pays. En septembre 2016 et en mars 2015, la Société a déposé des suppléments de prospectus visant l'émission d'actions ordinaires, tel qu'il est décrit à la note 15. Au 31 décembre 2017, 4,8 G\$ étaient accessibles aux termes du prospectus préalable au Canada. La disponibilité des titres émis aux termes du prospectus préalable au Canada et de la déclaration d'enregistrement préalable aux États-Unis reposait sur la conjoncture.

Billets non garantis en dollars américains

Les billets non garantis incluent des billets à moyen terme et des billets de premier rang qui sont émis de temps à autre aux termes d'actes de fiducie et qui ont égalité de rang en ce qui concerne le paiement du capital et des intérêts.

Le 16 mars 2016, Encana a annoncé des offres publiques de rachat (collectivement, les « offres publiques de rachat ») visant certains des billets de premier rang en circulation de la Société (collectivement, les « billets »). Le prix d'achat global des offres publiques de rachat se chiffrait à 250 M\$, exclusion faite des intérêts courus et impayés. La contrepartie versée pour chaque tranche de 1 000 \$ de capital des billets valablement déposés et acceptés aux fins du rachat comprend une prime de rachat anticipé de 30 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des billets acceptés aux fins du rachat, dans la mesure où les billets sont valablement déposés à compter de la date de dépôt anticipé ou avant cette date, soit le 29 mars 2016. Tous les billets valablement déposés et acceptés aux fins du rachat comprennent aussi les intérêts courus et impayés jusqu'à la date de règlement.

Le 30 mars 2016, Encana a annoncé qu'elle augmentait le prix d'achat global des offres publiques de rachat, le faisant passer à 400 M\$, exclusion faite des intérêts courus et impayés, et qu'elle avait accepté aux fins du rachat i) un capital global de 156 M\$ des billets à 5,15 % échéant en 2041, ii) un capital global de 295 M\$ des billets à 6,50 % échéant en 2038 et iii) un capital global de 38 M\$ des billets à 6,625 % échéant en 2037. La Société a payé un montant global de 406 M\$, y compris des intérêts courus et impayés de 6 M\$ et une prime de rachat anticipé de 14 M\$, pour les billets acceptés aux fins du rachat. La Société s'est servie de fonds en caisse et de prélèvements sur ses facilités de crédit renouvelables pour financer les offres de rachat.

Encana a en outre comptabilisé un profit de 103 M\$ au remboursement anticipé de titres d'emprunt, avant impôt, qui correspond à la différence entre la valeur comptable des billets acceptés aux fins du rachat et la contrepartie payée. Le profit au remboursement anticipé de titres d'emprunt, déduction faite de la prime de rachat anticipé, a totalisé 89 M\$, montant qui a été inclus dans les autres (produits) charges à l'état consolidé du résultat net.

Le 5 mars 2015, Encana a avisé les porteurs des billets qu'elle rembourserait ses 700 M\$ de billets, à 5,90 %, échéant le 1^{er} décembre 2017 et ses 750 M\$ CA de billets à moyen terme, à 5,80 %, échéant le 18 janvier 2018. Le 6 avril 2015, la Société a utilisé le produit net de l'émission d'actions ordinaires, comme il en est fait mention à la note 15, ainsi que ses fonds en caisse pour mener à bien ce remboursement. En raison du remboursement anticipé de ses billets, la Société a comptabilisé un paiement d'intérêts non récurrent d'environ 165 M\$, comme le mentionne la note 4.

C) AUGMENTATION DE VALEUR DE LA DETTE REPRISE

Certains billets et certaines débetures de la Société ont été repris dans le cadre de regroupements d'entreprises et ont été comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'écart entre la juste valeur et le montant du capital de la dette est amorti sur la durée résiduelle de cette dette, soit environ 13 ans.

D) ESCOMPTES NON AMORTIS SUR LA DETTE ET FRAIS D'ÉMISSION

Les primes et les escomptes afférents à la dette à long terme sont incorporés dans la dette à long terme et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. En 2017 et en 2016, aucune prime et aucun escompte sur la dette n'a été incorporé. Les frais d'émission sont amortis sur la durée de la dette connexe.

E) PARTIE COURANTE DE LA DETTE À LONG TERME

Aux 31 décembre 2017 et 2016, la partie courante de la dette à long terme était de néant.

F) REMBOURSEMENTS OBLIGATOIRES SUR LA DETTE

31 décembre	Paiement en capital	Montant des intérêts
2018	- \$	267 \$
2019	500	251
2020	-	234
2021	600	235
2022	-	211
Par la suite	3 111	2 546
Total	4 211 \$	3 744 \$

Au 31 décembre 2017, le total de la dette à long terme avait une valeur comptable de 4 197 M\$ et une juste valeur de 5 042 M\$ (valeur comptable de 4 198 M\$ et juste valeur de 4 553 M\$ en 2016). La juste valeur estimée des emprunts à long terme est attribuée au niveau 2 de la hiérarchie de la juste valeur et a été établie en fonction de renseignements du marché à l'égard de titres d'emprunt à long terme comportant des modalités et une échéance similaires ou en actualisant les versements futurs d'intérêts et de capital au moyen des taux d'intérêt que la Société devrait pouvoir obtenir à la fin de la période.

13. Autres passifs et provisions

31 décembre	2017	2016
Immeuble de bureaux The Bow	1 344 \$	1 266 \$
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	295	304
Économies d'impôt non constatées (note 6)	202	193
Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	116	124
Primes d'intéressement à long terme (note 19)	175	120
Autres contrats d'instruments dérivés (notes 21, 22)	14	14
Autres	21	26
	2 167 \$	2 047 \$

Immeuble de bureaux The Bow

Comme il est indiqué à la note 8, Encana a comptabilisé les coûts cumulés de l'immeuble de bureaux The Bow, lequel fait l'objet d'un bail de 25 ans. À la fin du terme du bail, l'actif résiduel et le passif correspondant devraient être décomptabilisés. Encana a également sous-loué environ la moitié de l'espace pour bureaux de l'immeuble The Bow aux termes du bail. Le total des paiements de capital et d'intérêts futurs attendus associés au contrat de location de 25 ans ainsi que le total des montants futurs non actualisés qui devraient être recouverts de la sous-location sont présentés ci-après.

	2018	2019	2020	2021	2022	Par la suite	Total
Loyers futurs prévus	76 \$	77 \$	77 \$	78 \$	78 \$	1 295 \$	1 681 \$
Moins les montants représentant les intérêts	65	65	63	63	62	802	1 120
Valeur actuelle des loyers futurs prévus	11 \$	12 \$	14 \$	15 \$	16 \$	493 \$	561 \$
Montants recouverts par la sous-location (non actualisés)	(37) \$	(38) \$	(38) \$	(38) \$	(39) \$	(636) \$	(826) \$

Obligations découlant de contrats de location-acquisition

Comme il est indiqué à la note 8, la Société a conclu plusieurs contrats de location qui sont constatés comme des contrats de location-acquisition et qui visent notamment un immeuble de bureaux et les installations de production Deep Panuke en mer. Les droits variables afférents aux installations de production sont décrits à la note 17.

Ce qui suit indique les loyers futurs prévus qui sont liés aux obligations en vertu de contrats de location-acquisition de la Société.

	2018	2019	2020	2021	2022	Par la suite	Total
Loyers futurs prévus	99 \$	99 \$	99 \$	87 \$	8 \$	38 \$	430 \$
Moins les montants représentant les intérêts	20	15	10	4	2	5	56
Valeur actuelle des loyers futurs prévus	79 \$	84 \$	89 \$	83 \$	6 \$	33 \$	374 \$

14. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

31 décembre	2017	2016
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à l'ouverture de l'exercice	687 \$	814 \$
Passifs engagés ou repris	11	18
Passifs réglés ou cédés	(333)	(107)
Variation des sorties de trésorerie futures estimées	88	(99)
Charge de désactualisation	37	51
Écart de conversion	24	10
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la clôture de l'exercice	514 \$	687 \$
Partie courante (note 11)	44 \$	33 \$
Partie non courante	470	654
	514 \$	687 \$

15. Capital social

AUTORISÉES

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale et un nombre d'actions privilégiées de catégorie A représentant au plus 20 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation au moment de l'émission. Aucune action privilégiées n'est en circulation.

ÉMIS ET EN CIRCULATION

31 décembre	2017		2016		2015	
	Nombre (en millions)	Montant	Nombre (en millions)	Montant	Nombre (en millions)	Montant
Actions ordinaires en circulation à l'ouverture de l'exercice	973,0	4 756 \$	849,8	3 621 \$	741,2	2 450 \$
Actions ordinaires émises	-	-	123,1	1 134	98,4	1 098
Actions ordinaires émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes	0,1	1	0,1	1	10,2	73
Actions ordinaires en circulation à la clôture de l'exercice	973,1	4 757 \$	973,0	4 756 \$	849,8	3 621 \$

Le 19 septembre 2016, Encana a déposé des suppléments de prospectus (le « placement d'actions de 2016 ») à son prospectus préalable de base en vue de l'émission de 107 000 000 d'actions ordinaires et a octroyé une option de surallocation visant un maximum de 16 050 000 actions ordinaires supplémentaires au prix de 9,35 \$ chacune, conformément à une convention de prise ferme. Le produit brut en trésorerie tiré du placement d'actions de 2016, y compris l'exercice de la totalité de l'option de surallocation, a totalisé environ 1,15 G\$. Après déduction de la rémunération des preneurs fermes et des coûts associés au placement d'actions de 2016, la Société a touché un produit net en trésorerie d'environ 1,13 G\$.

Le 5 mars 2015, Encana a déposé un supplément de prospectus (le « placement d'actions de 2015 ») à son prospectus préalable de base en vue de l'émission de 85 616 500 actions ordinaires et a octroyé une option de surallocation visant un maximum de 12 842 475 actions ordinaires supplémentaires au prix de 14,60 \$ CA chacune, conformément à une convention de prise ferme. Le produit brut en trésorerie tiré du placement d'actions de 2015, y compris l'exercice de la totalité de l'option de surallocation, a totalisé environ 1,44 G\$ CA (1,13 G\$). Après déduction de la rémunération des preneurs fermes et des coûts associés au placement d'actions de 2015, la Société a touché un produit net en trésorerie d'environ 1,39 G\$ CA (1,09 G\$).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, Encana a émis 58 480 actions ordinaires, d'un montant total de 0,6 M\$, en vertu de son régime de réinvestissement des dividendes (le « RRD »). Au cours des exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, Encana a émis respectivement 121 249 et 10 246 221 actions ordinaires d'un montant total de 0,9 M\$ et de 73 M\$, en vertu de son RRD.

Le 15 février 2018, la Société a annoncé des plans visant à dépenser jusqu'à 400 M\$ en vue de racheter pour annulation jusqu'à 35 millions d'actions ordinaires, dans le cours normal des activités, sous réserve et après obtention de l'approbation de la TSX. Le 26 février 2018, la Société a annoncé que la TSX a accepté son avis d'intention de procéder au rachat dans le cours normal des activités, et ce, pour la période allant du 28 février 2018 au 27 février 2019.

DIVIDENDES

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, Encana a versé des dividendes de 0,06 \$ par action ordinaire, soit un total de 58 M\$ (0,06 \$ par action ordinaire et total de 52 M\$ pour 2016; 0,28 \$ par action ordinaire et total de 225 M\$ pour 2015). En 2017 et en 2016, le dividende trimestriel que la Société a versé a été de 0,015 \$ par action ordinaire. En 2015, le dividende trimestriel que la Société a versé a été de 0,07 \$ par action ordinaire. Les actions ordinaires émises dans le cadre des placements d'actions de 2016 et de 2015 décrits ci-dessus n'ont pas donné à leurs porteurs le droit de toucher le dividende versé le 30 septembre 2016 et le 31 mars 2015, respectivement.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, les dividendes versés ont inclus les 0,6 M\$ d'actions ordinaires dont il est fait mention ci-dessus, actions que la Société a émises au lieu de verser des dividendes en trésorerie, conformément au RRD (0,9 M\$ en 2016 et 73 M\$ en 2015).

Le 14 février 2018, le conseil a déclaré un dividende de 0,015 \$ par action ordinaire payable le 29 mars 2018 aux détenteurs d'actions ordinaires inscrits le 15 mars 2018.

RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Le tableau suivant présente le calcul du résultat net par action ordinaire.

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars US, sauf les montants par action)	2017	2016	2015
Résultat net	827 \$	(944) \$	(5 165) \$
Nombre d'actions ordinaires			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base	973,1	882,6	822,1
Effet des titres dilutifs	-	-	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – dilué	973,1	882,6	822,1
Résultat net par action ordinaire			
De base et dilué	0,85 \$	(1,07) \$	(6,28) \$

RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS D'ENCANA

Encana offre des régimes de rémunération fondée sur des actions qui permettent aux membres de son personnel d'acheter des actions ordinaires de la Société. Le prix d'exercice des options sur actions n'est pas inférieur à la valeur de marché des actions ordinaires à la date d'attribution des options. Les options sur actions peuvent être exercées à raison de 30 % du nombre d'options attribuées après un an et d'une autre tranche de 30 % après deux ans. Les options sont pleinement exerçables après trois ans et elles viennent à échéance cinq ans après leur date d'attribution. Depuis février 2015, les options attribuées viennent à échéance sept ans après leur date d'attribution.

Des droits à l'appréciation des actions jumelés (« DAAJ ») sont rattachés à toutes les options « cours au 31 décembre 2017. Au lieu d'exercer les options auxquelles ces DAAJ sont rattachés, le porteur peut choisir de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du cours du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'attribution initial au moment de l'exercice. En outre, certaines options sur actions sont attribuées en fonction du rendement. Les DAAJ liés au rendement (« DAAJR ») s'acquièrent et expirent selon les mêmes conditions que les options auxquelles ils se rattachent. De plus, l'acquisition des droits

est assujettie à l'atteinte, par Encana, d'un rendement prescrit à l'égard de certaines mesures clés prédéfinies. Dans le passé, la plupart des porteurs des options comportant des DAAJ ont choisi d'exercer leurs options sur actions en tant que droits à l'appréciation des actions (« DAA ») contre un paiement en trésorerie. C'est pourquoi Encana ne considère pas que les DAAJ en cours constituent des titres potentiellement dilutifs. Il y a lieu de se reporter à la note 19 pour obtenir plus de renseignements sur les DAAJ et les DAAJR en cours et exerçables d'Encana.

Au 31 décembre 2017, 33,3 millions d'actions ordinaires étaient réservées aux fins d'émission aux termes des régimes d'options sur actions (32,2 millions en 2016; 30,3 millions en 2015).

DROITS À LA VALEUR DES ACTIONS SOUMIS À RESTRICTIONS (« DVASR ») D'ENCANA

Encana a un régime de rémunération fondée sur des actions aux termes duquel elle attribue des DVASR aux membres admissibles de son personnel. Un DVASR est une attribution conditionnelle de droits à recevoir l'équivalent d'une action ordinaire d'Encana lorsque le DVASR est acquis, conformément aux modalités du régime de DVASR et de la convention d'attribution qui s'y rapporte. Les DVASR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le membre du personnel soit toujours un membre actif d'Encana à la date d'acquisition des droits. La Société a l'intention de régler les DVASR en trésorerie à la date d'acquisition et c'est pourquoi elle ne considère pas qu'ils sont des titres potentiellement dilutifs. Il y a lieu de se reporter à la note 19 pour obtenir plus de renseignements sur les DVASR en cours d'Encana.

16. Cumul des autres éléments du résultat global

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Écart de conversion			
Solde à l'ouverture de l'exercice	1 200 \$	1 383 \$	715 \$
Variation de l'écart de conversion	(171)	(183)	668
Solde à la clôture de l'exercice	1 029 \$	1 200 \$	1 383 \$
Régimes de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi			
Solde à l'ouverture de l'exercice	10 \$	7 \$	(26) \$
Montant net des écarts actuariels (note 20)	7	6	46
Impôt sur le résultat	(2)	(2)	(15)
Reclassement du montant net des écarts actuariels dans le résultat net (note 20)	-	(1)	2
Impôt sur le résultat	-	-	-
Reclassement du montant net du coût des services passés dans le résultat net (note 20)	(1)	-	-
Impôt sur le résultat	-	-	-
Réduction prise en compte dans le coût financier périodique net au titre des régimes à prestations définies (note 20)	(1)	-	-
Impôt sur le résultat	-	-	-
Solde à la clôture de l'exercice	13 \$	10 \$	7 \$
Total du cumul des autres éléments du résultat global	1 042 \$	1 210 \$	1 390 \$

17. Entités à détenteurs de droits variables

Installations de production

En 2008, Encana a conclu un contrat en vue de la conception, de la construction et de l'exploitation de ses installations de production Deep Panuke. Au démarrage de leur exploitation, soit en décembre 2013, Encana les a constatées comme un actif de location-acquisition. En vertu du contrat de location, Encana détient une option d'achat ainsi qu'une option lui permettant de proroger cette entente pour 12 périodes de un an à des prix fixes après l'expiration de son terme initial en 2021.

En raison de l'option d'achat et des options de renouvellement à prix fixes, Encana a établi qu'elle détient des droits variables et que l'entité de location connexe constitue une entité à détenteurs de droits variables (« EDDV »). Encana n'est pas le principal bénéficiaire de l'EDDV puisqu'elle n'a pas le pouvoir de diriger les activités qui ont le plus d'incidence sur la performance économique de celle-ci. Hormis le versement des paiements contractuels aux termes des contrats de location et d'exploitation, Encana n'a pas à fournir un quelconque soutien financier ni de garantie à l'entité de location ou à ses sociétés affiliées. L'exposition maximale d'Encana correspond aux loyers prévus pendant la durée du contrat initial. Au 31 décembre 2017, une tranche de 314 M\$ (299 M\$ en 2016) des obligations d'Encana en vertu de contrats de location-acquisition avait trait à ces installations de production.

Veresen Midstream Limited Partnership

Veresen Midstream Limited Partnership (« VMLP ») fournit des services de collecte, de compression et de traitement en vertu de diverses ententes relativement à la mise en valeur de liquides et la production de gaz naturel dans la zone de Montney. Au 31 décembre 2017, VMLP a produit environ 630 Mpi³/j dans le cadre de ses activités de collecte et de compression de gaz naturel et 772 Mpi³/j dans le cadre de ses activités de traitement du gaz naturel aux termes d'ententes de services à long terme dont les durées restantes s'échelonnent de 15 à 28 ans; ces ententes comportent diverses modalités de renouvellement pouvant aller jusqu'à 10 ans.

Encana a déterminé que VMLP est une EDDV et qu'elle détient dans celle-ci des droits variables. Encana n'en est pas le principal bénéficiaire puisqu'elle n'a pas le pouvoir de diriger les activités qui ont le plus d'incidence sur la performance économique de VMLP. Ces principales activités ont trait à la construction, à l'exploitation, à l'entretien et à la commercialisation des actifs détenus par VMLP. Les droits variables résultent de certaines modalités que renferment les contrats de service à long terme, ce qui inclut : i) un engagement d'achat ferme de volumes de certains actifs de collecte et de traitement; ii) des honoraires d'exploitation dont une partie pourra être convertie en honoraires fixes une fois que VMLP aura pris en charge l'exploitation de certains actifs de compression; et iii) le paiement éventuel d'un montant minimal de coûts associés à certains actifs de collecte et de compression. Ce paiement éventuel sera établi dans la huitième année de la période de service des actifs et dépendra de l'existence ou non d'une insuffisance de flux de trésorerie générés, dans l'ensemble du réseau, par le gaz naturel recueilli et comprimé aux termes de certains contrats de service. Le montant de ce paiement éventuel pourra être réduit si VMLP vend la capacité inutilisée à des utilisateurs tiers. Encana n'a pas à fournir un quelconque soutien financier ni de garantie à VMLP.

L'exposition maximale découlant des liens d'Encana avec VMLP et représentant l'exposition potentielle d'Encana, advenant qu'il soit jugé que les actifs visés par les ententes sont sans valeur, était estimée à 2 344 M\$ au 31 décembre 2017. Cette estimation tient compte des engagements d'achat ferme de volumes et du paiement éventuel de coûts minimaux. Les engagements d'achat ferme de volumes associés à certains actifs de collecte et de traitement sont indiqués à la note 24, à l'élément Transport et traitement. L'obligation d'effectuer le paiement éventuel est des plus incertaines puisque le montant est tributaire des estimations de production, du rythme de la mise en valeur et de la capacité qui sera attribuée par contrat à des tiers à l'avenir. Au 31 décembre 2017, le montant des engagements d'achat ferme en cours compris dans les dettes fournisseurs et charges à payer était de néant.

18. Charges de restructuration

En 2013 et en 2015, Encana a comptabilisé des charges du personnel et d'autres frais connexes associés aux compressions de personnel découlant des restructurations organisationnelles visant à soutenir la nouvelle stratégie de la Société. En 2015, la Société a engagé des charges de transition et coûts des indemnités de départ de 64 M\$, avant impôt, dont 2 M\$ avaient trait au plan de restructuration de 2013. Au 31 décembre 2015, 13 M\$ étaient toujours à payer.

En février 2016, Encana a annoncé des compressions de personnel afin de mieux faire correspondre les niveaux de dotation en personnel et la structure organisationnelle aux dépenses d'investissement réduites de la Société du fait de la faiblesse actuelle du prix des marchandises. En 2016, la Société a engagé des charges de restructuration de 34 M\$, avant impôt, liées principalement aux coûts des indemnités de départ, dont une tranche de 7 M\$ restait à payer au 31 décembre 2016. Au 31 décembre 2017, toutes les charges de restructuration avaient été payées.

Les charges de restructuration sont prises en compte dans les charges administratives du secteur Activités non sectorielles et autres à l'état consolidé du résultat net.

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Indemnités de départ	- \$	33 \$	58 \$
Frais de consultants et de courtage liés à la sous-location d'immeubles	-	-	4
Reclassement, déménagement et autres charges	-	1	2
	- \$	34 \$	64 \$

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Charges de restructuration à payer à l'ouverture de l'exercice	7 \$	13 \$	4 \$
Charges de restructuration engagées pour l'exercice considéré	-	34	62
Charges attribuables aux plans de restructuration d'exercices précédents	-	-	2
Charges de restructuration payées	(7)	(40)	(55)
Charges de restructuration à payer à la clôture de l'exercice ¹⁾	- \$	7 \$	13 \$

¹⁾ Inclus dans les dettes fournisseurs et charges à payer à l'état consolidé de la situation financière.

19. Régimes de rémunération

Encana offre plusieurs régimes de rémunération aux termes desquels elle remet divers types de primes au rendement à long terme aux membres de son personnel qui y sont admissibles. Ces régimes sont notamment les DAAJ, les DAAJR, les DAA, les droits à la valeur des actions liés au rendement (« DVAR »), les droits différés à la valeur des actions (« DDVA ») et les DVASR. Ces régimes de rémunération sont fondés sur des actions.

Encana traite les DAAJ, les DAAJR, les DAA, les DVAR et les DVASR que détiennent des membres de son personnel comme des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie. Par conséquent, la Société comptabilise les coûts de rémunération qui s'y rattachent sur la période d'acquisition des droits en fonction de la juste valeur de ces derniers, laquelle est déterminée à l'aide du modèle Black-Scholes-Merton et d'autres modèles de la juste valeur. Après un an, 30 % des DAAJ et des DAA attribués sont acquis et peuvent être exercés, une autre tranche de 30 % peut l'être après deux ans et tous les droits peuvent l'être après trois ans. Les droits expirent cinq ans après la date d'attribution. Les DAAJ et les DAA attribués après février 2015 expirent sept ans après leur date d'attribution. Les DAAJR s'acquiescent sur une période de quatre ans en fonction de cibles de rendement précisées et expirent après cette période si les cibles en question ne sont pas atteintes. Les DVAR et les DVASR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le membre du personnel soit toujours un membre actif d'Encana à la date d'acquisition des droits.

Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont servi à établir la juste valeur des droits à la valeur des actions détenus par des membres du personnel.

	Droits à la valeur des actions (\$ US)		
31 décembre	2017	2016	2015
Taux d'intérêt sans risque	1,67 %	0,75 %	0,48 %
Taux de rendement de l'action	0,45 %	0,51 %	1,18 %
Taux de volatilité attendu ¹⁾	57,87 %	57,18 %	39,16 %
Durée attendue	1,4 an	1,9 an	1,4 an
Cours du marché de l'action	13,33 \$ US	11,74 \$ US	5,09 \$ US

	Droits à la valeur des actions (\$ CA)		
31 décembre	2017	2016	2015
Taux d'intérêt sans risque	1,67 %	0,75 %	0,48 %
Taux de rendement de l'action	0,46 %	0,50 %	1,09 %
Taux de volatilité attendu ¹⁾	54,10 %	53,24 %	36,45 %
Durée attendue	1,5 an	1,9 an	1,5 an
Cours du marché de l'action	16,77 \$ CA	15,76 \$ CA	7,03 \$ CA

¹⁾ La volatilité a été estimée au moyen des taux historiques.

La Société a inscrit les coûts suivants au titre de la rémunération fondée sur des actions :

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Total des coûts de rémunération relatifs aux transactions classées comme étant réglées en trésorerie	165 \$	174 \$	(29) \$
Moins le total des coûts de la rémunération fondée sur des actions incorporés	(55)	(40)	10
Total de la charge (du produit) de la rémunération fondée sur des actions	110 \$	134 \$	(19) \$
Total constaté dans les éléments suivants de l'état consolidé du résultat net :			
Charges d'exploitation	34 \$	48 \$	(7) \$
Charges administratives	76	86	(12)
	110 \$	134 \$	(19) \$

Au 31 décembre 2017, le passif au titre des transactions dont le paiement est fondé sur des actions totalisait 327 M\$ (208 M\$ en 2016), montant dont une tranche de 152 M\$ (88 M\$ en 2016) a été inscrite dans les dettes fournisseurs et charges à payer et une tranche de 175 M\$ (120 M\$ en 2016), dans les autres passifs et provisions à l'état consolidé de la situation financière.

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Passif au titre des transactions dont le paiement est fondé sur des actions et réglé en trésorerie :			
Sans droits acquis	274 \$	171 \$	47 \$
Avec droits acquis	53	37	4
	327 \$	208 \$	51 \$

Les rubriques qui suivent présentent des informations liées aux régimes de rémunération d'Encana au 31 décembre 2017.

A) DROITS À L'APPRÉCIATION DES ACTIONS JUMELÉS

Des DAAJ sont rattachés à toutes les options visant des actions ordinaires émises aux termes du régime d'options sur actions d'Encana. Au lieu d'exercer les options auxquelles ces DAAJ sont rattachés, le porteur peut choisir de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du cours du marché des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'attribution au moment de l'exercice. Les DAAJ s'acquèrent et expirent selon les mêmes conditions que les options auxquelles ils se rattachent.

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DAAJ détenus par des membres du personnel.

31 décembre	2017		2016	
(en milliers de droits)	DAAJ en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	DAAJ en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
En cours à l'ouverture de l'exercice	15 482	14,92	17 369	20,21
Attribués	850	15,43	4 277	5,56
Exercés – DAA	(316)	5,56	-	-
Exercés – Options	-	-	-	-
Perdus par renonciation	(218)	19,55	(2 108)	19,62
Expirés	(528)	20,99	(4 056)	25,26
En cours à la clôture de l'exercice	15 270	14,87	15 482	14,92
Exercables à la clôture de l'exercice	10 736	17,42	8 523	18,66

31 décembre 2017	DAAJ en cours		DAAJ exerçables		
	Nombre de DAAJ (en milliers de droits)	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)	Nombre de DAAJ (en milliers de droits)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ CA)
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)					
0,00 à 9,99	3 910	5,17	5,56	952	5,56
10,00 à 19,99	7 816	1,74	16,93	6 241	17,43
20,00 à 29,99	3 544	1,15	20,57	3 543	20,57
	15 270	2,48	14,87	10 736	17,42

Au cours de l'exercice, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération de 12 M\$ se rapportant aux DAAJ (coûts de rémunération de 39 M\$ en 2016; réduction des coûts de rémunération de 12 M\$ en 2015).

Au 31 décembre 2017, le total des coûts de rémunération non constatés au titre des DAAJ non acquis que détenaient des membres du personnel était d'environ 8 M\$ (17 M\$ en 2016). Ces coûts devraient être comptabilisés sur une période moyenne pondérée de 1,9 an.

B) DROITS À L'APPRÉCIATION DES ACTIONS JUMELÉS LIÉS AU RENDEMENT

En 2013, Encana a attribué des DAAJR au président et chef de la direction. Les DAAJR étaient acquis et expiraient selon les mêmes conditions que les options auxquelles ils se rattachent. Aux termes de l'attribution de ces droits en 2013, leur acquisition était également assujettie à l'atteinte, par Encana, d'objectifs de rendement prescrits sur une période de quatre ans, selon le cours de ses actions. Au 31 décembre 2017, tous les DAAJR restants avaient expiré et la Société n'a plus d'obligations associées à cette attribution.

Au cours de l'exercice, Encana a comptabilisé une réduction des coûts de rémunération de 2 M\$ se rapportant aux DAAJR (coûts de rémunération de 2 M\$ en 2016; réduction des coûts de rémunération de 1 M\$ en 2015).

C) DROITS À L'APPRÉCIATION DES ACTIONS

Depuis 2010, des DAA libellés en dollars américains sont attribués aux membres du personnel admissibles en poste aux États-Unis et confèrent à ces derniers le droit de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du cours du marché des actions ordinaires d'Encana au moment de l'exercice sur le prix d'attribution initial des droits.

Les tableaux qui suivent présentent un sommaire des informations relatives aux DAA libellés en dollars américains détenus par des membres du personnel.

31 décembre	2017		2016	
	DAA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ US)	DAA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ US)
(en milliers de droits)				
En cours à l'ouverture de l'exercice	6 721	14,55	10 137	20,26
Attribués	349	11,75	1 453	4,06
Exercés	(147)	4,69	-	-
Perdus par renonciation	(418)	17,94	(1 464)	18,65
Expirés	(162)	20,57	(3 405)	25,32
En cours à la clôture de l'exercice	6 343	14,25	6 721	14,55
Exerçables à la clôture de l'exercice	4 611	16,85	3 782	18,02

31 décembre 2017

	DAA en cours			DAA exerçables	
	Nombre de DAA (en milliers de droits)	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ US)	Nombre de DAA (en milliers de droits)	Prix d'exercice moyen pondéré (\$ US)
Fourchette des prix d'exercice (\$ US)					
0,00 à 9,99	1 311	5,17	4,06	301	4,06
10,00 à 19,99	4 707	1,59	16,52	3 985	17,36
20,00 à 29,99	325	1,58	22,46	325	22,46
	6 343	2,33	14,25	4 611	16,85

Au cours de l'exercice, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération de 6 M\$ se rapportant aux DAA (coûts de rémunération de 13 M\$ en 2016; réduction des coûts de rémunération de 5 M\$ en 2015).

Au 31 décembre 2017, le total des coûts de rémunération non constatés au titre des DAA non acquis que détenaient des membres du personnel était de 4 M\$ (7 M\$ en 2016). Ces coûts devraient être comptabilisés sur une période moyenne pondérée de 1,5 an.

D) DROITS À LA VALEUR DES ACTIONS LIÉS AU RENDEMENT

Depuis 2010, des DVAR sont attribués aux membres du personnel admissibles. Ces DVAR confèrent à leur porteur le droit de recevoir, au moment de l'acquisition des droits, un paiement en trésorerie égal à la valeur d'une action ordinaire d'Encana pour chaque DVAR détenu, selon les modalités du régime de DVAR. Les DVAR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le membre du personnel soit toujours un membre actif d'Encana à la date d'acquisition des droits. Selon les résultats de l'évaluation du rendement, des DVAR pouvant représenter jusqu'à deux fois ceux attribués initialement peuvent être admissibles à l'acquisition relativement à l'exercice ayant fait l'objet de l'évaluation. La portion respective de l'attribution initiale des DVAR réputée admissible à l'acquisition pour chaque exercice sera évaluée, et la valeur nominale en trésorerie sera déposée dans un compte de DVAR, le paiement étant reporté jusqu'à la date de l'acquisition finale des droits.

La valeur finale des DVAR dépendra du rendement d'Encana en regard d'objectifs de performance correspondants prédéfinis, rendement qui sera évalué sur une période de trois ans. Dans le cas des droits attribués en 2013, le rendement est évalué sur une période de trois ans par comparaison avec celui d'un groupe de pairs précis.

Le tableau qui suit présente un sommaire des informations relatives aux DVAR.

(en milliers de droits)	DVAR libellés en dollars canadiens en cours		DVAR libellés en dollars américains en cours	
	2017	2016	2017	2016
31 décembre				
Non acquis et en cours à l'ouverture de l'exercice	5 218	2 603	2 907	1 025
Attribués	1 234	3 559	704	2 245
Acquis et libérés	(433)	-	(123)	-
Droits tenant lieu de dividendes	33	38	18	21
Perdus par renonciation	(50)	(982)	(131)	(384)
Non acquis et en cours à la clôture de l'exercice	6 002	5 218	3 375	2 907

Au cours de l'exercice, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération se rapportant aux DVAR en cours de 48 M\$ (29 M\$ en 2016; 1 M\$ en 2015).

Au 31 décembre 2017, le total des coûts de rémunération non constatés au titre des DVAR non acquis que détenaient des membres du personnel était d'environ 53 M\$ (60 M\$ en 2016). Ces coûts devraient être comptabilisés sur une période moyenne pondérée de 1,1 an.

E) DROITS DIFFÉRÉS À LA VALEUR D' ACTIONS

La Société offre un programme aux termes duquel elle attribue aux administrateurs et à certains membres clés du personnel des DDVA, droits dont l'acquisition est immédiate, dont la valeur est égale à celle d'une action ordinaire de la Société et qui sont réglés en trésorerie.

En vertu du régime de DDVA, les membres du personnel peuvent convertir en DDVA 25 % ou 50 % des primes de haut rendement annuelles. Le nombre de DDVA ainsi converti est établi en fonction de la valeur de l'attribution divisée par le cours de clôture de l'action d'Encana à la fin de la période de rendement visée par l'attribution des primes de haut rendement.

Qu'il s'agisse d'administrateurs ou de membres du personnel, les DDVA ne peuvent être rachetés qu'une fois que ceux-ci ont quitté leur poste auprès d'Encana, conformément aux modalités du régime de DDVA concerné, et ce rachat doit avoir lieu avant le 15 décembre de l'année suivant leur départ.

Le tableau qui suit présente un sommaire des informations relatives aux DDVA.

(en milliers de droits)	DDVA libellés en dollars canadiens en cours	
	2017	2016
31 décembre		
En cours à l'ouverture de l'exercice	920	753
Attribués	134	139
Convertis à partir des primes de haut rendement	16	43
Droits tenant lieu de dividendes	5	6
Rachetés	(180)	(21)
En cours à la clôture de l'exercice	895	920

Pour l'exercice, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération de 3 M\$ relativement aux DDVA en cours (coûts de rémunération de 7 M\$ en 2016; réduction des coûts de rémunération de 5 M\$ en 2015).

F) DROITS À LA VALEUR DES ACTIONS SOUMIS À RESTRICTIONS

Depuis 2011, des DVASR sont attribués aux membres du personnel admissibles. Un DVASR est une attribution conditionnelle de droits à recevoir l'équivalent d'une action ordinaire d'Encana lorsque le DVASR est acquis, conformément aux modalités du régime de DVASR et de la convention d'attribution qui s'y rapporte. Les DVASR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, pourvu que le membre du personnel soit toujours un membre actif d'Encana à la date d'acquisition des droits. Au 31 décembre 2017, Encana avait l'intention de régler les DVASR en trésorerie à la date d'acquisition.

Le tableau qui suit présente un sommaire des informations relatives aux DVASR.

(en milliers de droits)	DVASR libellés en dollars canadiens en cours		DVASR libellés en dollars américains en cours	
	2017	2016	2017	2016
31 décembre				
Non acquis et en cours à l'ouverture de l'exercice	10 998	8 114	10 418	5 909
Attribués	2 411	7 209	2 434	7 826
Droits tenant lieu de dividendes	60	82	59	80
Acquis et libérés	(2 088)	(2 840)	(1 268)	(1 446)
Perdus par renonciation	(352)	(1 567)	(1 109)	(1 951)
Non acquis et en cours à la clôture de l'exercice	11 029	10 998	10 534	10 418

Au cours de l'exercice, Encana a comptabilisé des coûts de rémunération de 98 M\$ se rapportant aux DVASR en cours (coûts de rémunération de 84 M\$ en 2016; réduction des coûts de rémunération de 7 M\$ en 2015).

Au 31 décembre 2017, le total des coûts de rémunération non constatés au titre des DVASR non acquis que détenaient des membres du personnel était d'environ 99 M\$ (117 M\$ en 2016). Ces coûts devraient être comptabilisés sur une période moyenne pondérée de 1,1 an.

20. Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

La Société offre aux membres de son personnel au Canada et aux États-Unis des régimes à prestations définies et à cotisations définies, en plus de proposer des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi (« AAPE »). Au 1^{er} janvier 2003, le régime de retraite à prestations définies a été fermé aux nouveaux participants. La durée d'activité moyenne résiduelle du personnel participant à ce régime est de 7 ans et l'espérance de vie moyenne résiduelle des membres du personnel inactifs est de 15 ans. La durée d'activité moyenne résiduelle du personnel participant aux régimes d'AAPE est de 13 ans.

La Société est tenue de fournir une évaluation actuarielle de ses régimes de retraite aux autorités de réglementation provinciales au moins tous les trois ans ou plus fréquemment si celles-ci l'exigent. La dernière évaluation actuarielle des régimes de la Société est datée du 31 décembre 2016, et la Société devrait être tenue de déposer la prochaine en date du 31 décembre 2019.

Les tableaux suivants indiquent les variations des obligations au titre des prestations et de la juste valeur des actifs du régime de retraite à prestations définies et des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi pour les exercices clos les 31 décembre 2017 et 2016 ainsi que la situation de capitalisation des régimes et les montants constatés dans les états financiers consolidés aux 31 décembre 2017 et 2016.

31 décembre	Prestations de retraite		AAPE	
	2017	2016	2017	2016
Variation des obligations au titre des prestations				
Obligation au titre des prestations projetées à l'ouverture de l'exercice	211 \$	212 \$	92 \$	96 \$
Coût des services rendus	1	2	8	10
Coût financier	7	8	3	4
Écarts actuariels	7	6	(8)	(14)
Écarts de change	15	6	-	2
Cotisations des salariés	-	-	1	1
Prestations versées	(15)	(23)	(6)	(7)
Réduction	-	-	(5)	-
Obligation au titre des prestations projetées à la clôture de l'exercice	226 \$	211 \$	85 \$	92 \$
Variation des actifs des régimes				
Juste valeur des actifs des régimes à l'ouverture de l'exercice	194 \$	208 \$	- \$	- \$
Rendement réel des actifs des régimes	15	9	-	-
Écarts de change	14	7	-	-
Cotisations des salariés	-	-	1	1
Cotisations de l'employeur	2	-	5	6
Prestations versées	(15)	(23)	(6)	(7)
Virements au régime à cotisations définies	-	(7)	-	-
Juste valeur des actifs des régimes à la clôture de l'exercice	210 \$	194 \$	- \$	- \$
Situation de capitalisation des actifs des régimes à la clôture de l'exercice	(16) \$	(17) \$	(85) \$	(92) \$
Le total des montants comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière se compose des éléments suivants :				
Autres actifs	4 \$	1 \$	- \$	- \$
Passif courant	-	-	(7)	(7)
Passif non courant	(20)	(18)	(78)	(85)
Total	(16) \$	(17) \$	(85) \$	(92) \$
Le total des montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global se compose des éléments suivants :				
Écarts actuariels, montant net	28 \$	28 \$	(35) \$	(28) \$
Coût net des services passés	(5)	(5)	(5)	(7)
Total des montants comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global avant impôt	23 \$	23 \$	(40) \$	(35) \$

Le cumul de l'obligation au titre des prestations définies constituées pour tous les régimes à prestations définies s'établissait à 310 M\$ au 31 décembre 2017 (300 M\$ en 2016).

Le tableau suivant indique les régimes à prestations définies dont l'obligation au titre des prestations constituées et l'obligation au titre des prestations projetées dépassent la juste valeur de leurs actifs.

31 décembre	Prestations de retraite		AAPE	
	2017	2016	2017	2016
Obligation au titre des prestations projetées	(77) \$	(211) \$	(85) \$	(92) \$
Obligation au titre des prestations constituées	(76)	(208)	(85)	(92)
Juste valeur des actifs des régimes	57	194	-	-

Les hypothèses moyennes pondérées dont la Société s'est servie pour calculer les obligations liées aux prestations de retraite définies et aux autres avantages postérieurs à l'emploi sont indiquées ci-après.

31 décembre	Prestations de retraite		AAPE	
	2017	2016	2017	2016
Taux d'actualisation	3,25 %	3,50 %	3,44 %	3,80 %
Taux d'augmentation des niveaux de rémunération	3,49 %	3,49 %	5,04 %	5,04 %

Le tableau suivant indique la charge totale au titre des régimes qui a été constatée par la Société.

Exercices clos les 31 décembre	Prestations de retraite			AAPE		
	2017	2016	2015	2017	2016	2015
Coût financier périodique net au titre des régimes à prestations définies	- \$	(1) \$	1 \$	3 \$	13 \$	14 \$
Charges au titre des régimes à cotisations définies	24	25	33	-	-	-
Charge totale au titre des régimes	24 \$	24 \$	34 \$	3 \$	13 \$	14 \$

Un montant de 25 M\$ (28 M\$ en 2016; 39 M\$ en 2015) de la charge totale au titre des régimes a été inscrit dans les charges d'exploitation, 8 M\$ (9 M\$ en 2016; 9 M\$ en 2015) l'a été dans les charges administratives et un profit de 6 M\$ (néant en 2016 et en 2015) l'a été dans les autres (profits) pertes, montant net.

Le coût financier périodique net au titre des prestations de retraite définies s'établit comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	Prestations de retraite			AAPE		
	2017	2016	2015	2017	2016	2015
Coût des services rendus	1 \$	2 \$	2 \$	8 \$	10 \$	10 \$
Coût financier	7	8	9	3	4	4
Rendement attendu des actifs des régimes	(9)	(11)	(12)	-	-	-
Montants reclassés depuis le cumul des autres éléments du résultat global						
Amortissement des écarts actuariels, montant net	1	-	2	(1)	(1)	-
Amortissement du coût des services passés, montant net	-	-	-	(1)	-	-
Réduction	-	-	-	(1)	-	-
Réduction	-	-	-	(5)	-	-
Total du coût financier périodique net au titre des prestations de retraite définies	- \$	(1) \$	1 \$	3 \$	13 \$	14 \$

Le total des montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global va comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	Prestations de retraite			AAPE		
	2017	2016	2015	2017	2016	2015
Écarts actuariels, montant net	1 \$	8 \$	(22) \$	(8) \$	(14) \$	(24) \$
Amortissement des écarts actuariels, montant net	(1)	-	(2)	1	1	-
Amortissement du coût des services passés, montant net	-	-	-	1	-	-
Réduction	-	-	-	1	-	-
Total des montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global avant impôt	- \$	8 \$	(24) \$	(5) \$	(13) \$	(24) \$
Total des montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global après impôt	- \$	6 \$	(17) \$	(3) \$	(9) \$	(16) \$

Pour 2018, la perte actuarielle nette estimée et le coût des services passés des régimes de retraite et des régimes d'autres avantages postérieurs à l'emploi qui seront amortis et reclassés depuis le cumul des autres éléments du résultat global aux charges périodiques au titre des régimes à prestations définies se chiffrent à 2 M\$.

Les hypothèses moyennes pondérées dont la Société s'est servie pour calculer les coûts périodiques nets des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi sont indiquées ci-après.

Exercices clos les 31 décembre	Prestations de retraite			AAPE		
	2017	2016	2015	2017	2016	2015
Taux d'actualisation	3,50 %	3,75 %	3,75 %	3,76 %	4,05 %	3,66 %
Taux de rendement à long terme des actifs des régimes	5,25 %	6,25 %	6,25 %	-	-	-
Taux d'augmentation des niveaux de rémunération	3,49 %	3,49 %	3,99 %	6,10 %	6,43 %	6,47 %

Les taux tendanciels hypothétiques des coûts des soins de santé de la Société s'établissent comme suit :

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Taux tendanciel des coûts des soins de santé pour le prochain exercice	6,98 %	7,30 %	7,41 %
Taux auquel devrait baisser le taux tendanciel des coûts (taux tendanciel ultime)	5,00 %	5,00 %	5,00 %
Exercice au cours duquel le taux atteindra le taux tendanciel ultime	2025	2026	2026

Une variation de 1 % du taux tendanciel des coûts des soins de santé au cours de la période de projection aurait les effets suivants :

	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Incidence sur les composantes du total du coût des services et du coût financier	1 \$	(1) \$
Incidence sur les obligations au titre des autres prestations postérieures à la retraite	6 \$	(5) \$

La Société prévoit cotiser 2 M\$ à ses régimes de retraite à prestations définies en 2018. Les régimes d'AAPE offerts par la Société sont financés en fonction des besoins.

Les paiements estimatifs des prestations pour les 10 prochains exercices sont indiqués ci-après. Ces estimations tiennent compte de l'augmentation des prestations attribuable au service continu des employés.

	Paiement des prestations définies de retraite	Paiement des autres prestations
2018	15 \$	6 \$
2019	15	7
2020	15	7
2021	14	7
2022	14	7
2023 – 2027	66	27

Les actifs des régimes enregistrés et des autres régimes de retraite à prestations définies de la Société sont présentés par catégories d'actifs de placement, et les niveaux de données dans la hiérarchie de la juste valeur s'établissent comme suit :

31 décembre	2017			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 \$	1 \$	-	28 \$
Revenu fixe – fonds d'obligations canadiennes	-	67	-	67
Actions – canadiennes	13	41	-	54
Actions – internationales	-	50	-	50
Placements immobiliers et autres	-	-	11	11
Juste valeur des actifs des régimes à la clôture de l'exercice	40 \$	159 \$	11 \$	210 \$

31 décembre	2016			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 \$	1 \$	-	28 \$
Revenu fixe – fonds d'obligations canadiennes	-	61	-	61
Actions – canadiennes	12	38	-	50
Actions – internationales	-	45	-	45
Placements immobiliers et autres	-	-	10	10
Juste valeur des actifs des régimes à la clôture de l'exercice	39 \$	145 \$	10 \$	194 \$

Les placements à revenu fixe se composent d'obligations canadiennes émises par des sociétés de premier ordre. Les placements en actions se composent à la fois de titres canadiens et internationaux. La juste valeur de ces titres s'appuie sur les cotes de courtier, les prix cotés sur les marchés et la valeur de l'actif net. L'élément Placements immobiliers et autres se compose principalement d'immeubles commerciaux et est évalué selon un modèle de flux de trésorerie actualisés.

Voici un résumé des variations des évaluations à la juste valeur de niveau 3.

31 décembre	Placements immobiliers et autres	
	2017	2016
Solde à l'ouverture de l'exercice	10 \$	10 \$
Achats, ventes et règlements		
Achats et ventes	-	-
Règlements	-	-
Rendement réel des actifs des régimes		
Se rapportant aux actifs vendus durant la période de présentation de l'information financière	-	-
Se rapportant aux actifs toujours détenus à la date de clôture	1	-
Transferts du niveau 3 ou vers celui-ci	-	-
Solde à la clôture de l'exercice	11 \$	10 \$

Au 31 décembre 2017, les actifs des régimes de retraite enregistrés de la Société étaient investis de la façon suivante : 27 % en actions de sociétés canadiennes (26 % en 2016), 23 % en actions de sociétés étrangères (23 % en 2016), 43 % en obligations (44 % en 2016) et 7 % en placements immobiliers et autres (7 % en 2016). Le taux de rendement à long terme attendu des actifs est de 4,25 %. Le taux de rendement attendu des actifs des régimes de retraite est déterminé en fonction des taux de rendement historiques et de ceux projetés pour chacune des catégories d'actifs du portefeuille de placements des régimes. Le rendement réel des actifs des régimes s'est établi à 15 M\$ (9 M\$ en 2016). La répartition des actifs est assujettie à des exigences et à des limites en matière de diversification qui réduisent les risques en limitant l'exposition à des placements en actions, à des catégories de notation de crédit et à des positions de change.

21. Évaluations de la juste valeur

En raison de leur échéance à court terme, la trésorerie et ses équivalents, les créances clients et produits à recevoir de même que les dettes fournisseurs et charges à payer ont une juste valeur qui avoisine leur valeur comptable. La note 20 renferme de l'information sur la juste valeur des actifs des régimes de retraite.

Des évaluations de la juste valeur sont exécutées de manière récurrente pour les actifs et les passifs liés à la gestion des risques et les autres contrats dérivés, comme il est expliqué plus en détail à la note 22. Ces éléments sont comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière et classés dans l'un des trois niveaux de la hiérarchie de la juste valeur présentés dans les tableaux suivants. Il n'y a pas eu de transferts importants entre les niveaux de la hiérarchie pendant la période.

Les variations de la juste valeur et les règlements au titre des montants des actifs et des passifs liés à la gestion des risques sont comptabilisés dans les produits des activités ordinaires, les frais de transport et de traitement et les profits et pertes de change en fonction de leurs besoins.

	Niveau 1 Prix cotés sur des marchés actifs	Niveau 2 Autres données observables	Niveau 3 Données non observables importantes	Total de la juste valeur	Compensation ¹⁾	Valeur comptable
31 décembre 2017						
Actifs liés à la gestion des risques						
Dérivés sur marchandises :						
Actifs courants	- \$	189 \$	- \$	189 \$	(15) \$	174 \$
Actifs non courants	-	248	-	248	(2)	246
Dérivés de change :						
Actifs courants	-	31	-	31	-	31
Passifs liés à la gestion des risques						
Dérivés sur marchandises :						
Passifs courants	3 \$	196 \$	51 \$	250 \$	(15) \$	235 \$
Passifs non courants	-	15	-	15	(2)	13
Dérivés de change :						
Passifs courants	-	1	-	1	-	1
Autres contrats dérivés						
Courants, comptabilisés dans les dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	5 \$	- \$	5 \$	- \$	5 \$
Non courants, comptabilisés dans les autres passifs et provisions	-	14	-	14	-	14

	Niveau 1 Prix cotés sur des marchés actifs	Niveau 2 Autres données observables	Niveau 3 Données non observables importantes	Total de la juste valeur	Compensation ¹⁾	Valeur comptable
31 décembre 2016						
Actifs liés à la gestion des risques						
Dérivés sur marchandises :						
Actifs courants	- \$	11 \$	- \$	11 \$	(11) \$	- \$
Actifs non courants	-	19	-	19	(3)	16
Passifs liés à la gestion des risques						
Dérivés sur marchandises :						
Passifs courants	- \$	228 \$	36 \$	264 \$	(11) \$	253 \$
Passifs non courants	-	38	-	38	(3)	35
Dérivés de change :						
Passifs courants	-	1	-	1	-	1
Autres contrats dérivés						
Courants, comptabilisés dans les dettes fournisseurs et charges à payer	- \$	5 \$	- \$	5 \$	- \$	5 \$
Non courants, comptabilisés dans les autres passifs et provisions	-	14	-	14	-	14

¹⁾ Compensation visant des actifs et passifs dérivés lorsqu'il existe un droit juridique de compensation et que l'entité entend opérer compensation ou lorsque l'accord général de compensation conclu avec la contrepartie renferme des dispositions stipulant un règlement net.

Les actifs et passifs liés à la gestion des risques de niveau 1 et de niveau 2 de la Société comprennent des contrats à prix fixe sur marchandises, des options d'achat à la NYMEX, des swaps de change et des swaps de référence échéant jusqu'en 2023. Ceux de niveau 2 comprennent en outre les contrats de garantie financière dont il est question à la note 22. La juste valeur de ces contrats est établie en fonction d'une approche par le marché et est estimée au moyen de données qui sont directement ou indirectement observables à la date de clôture, comme les cotes boursières ou d'autres cours publiés, les cotes de courtier et les activités de négociation observables.

Évaluations de la juste valeur de niveau 3

Au 31 décembre 2017, les actifs et passifs liés à la gestion des risques de niveau 3 de la Société se composent d'options tripartites sur le WTI et de tunnels à prime zéro sur le WTI échéant jusqu'en 2018. Les options tripartites sur le WTI se composent d'une option d'achat vendue, d'une option de vente achetée et d'une option de vente vendue. Les tunnels à prime zéro sur le WTI se composent d'une option d'achat vendue et d'une option de vente achetée. Ces contrats permettent à la Société de tirer parti de toute majoration des prix des marchandises jusqu'à concurrence du plafond stipulé dans l'option d'achat et ils lui assurent une protection complète (tunnels) ou partielle (tripartites) advenant un recul des prix. La juste valeur des options tripartites sur le WTI et des tunnels à prime zéro sur le WTI est établie en fonction d'une approche par le résultat et est modélisée au moyen de données observables et de données non observables, telle la volatilité implicite. Les données non observables sont, autant que possible, obtenues auprès de tiers et sont examinées par la Société afin d'en vérifier le caractère raisonnable.

Les changements apportés aux évaluations de la juste valeur de niveau 3 sont résumés ci-après.

	Gestion des risques	
	2017	2016
Solde à l'ouverture de l'exercice	(36) \$	16 \$
Total des profits (pertes)	(21)	(16)
Achats, ventes, émissions et règlements :		
Achats, ventes et émissions	-	-
Règlements	6	(26)
Transferts sortants de niveau 3 ¹⁾	-	(10)
Solde à la clôture de l'exercice	(51) \$	(36) \$
Variation des profits (pertes) latent(e)s se rapportant aux actifs et passifs détenus à la clôture de l'exercice	(51) \$	(27) \$

¹⁾ La Société a pour politique de comptabiliser les transferts depuis le niveau 3 à la date de l'événement déclencheur du changement de circonstances ayant causé le transfert.

De l'information quantitative au sujet des données non observables utilisées pour les évaluations de la juste valeur de niveau 3 est présentée dans le tableau suivant.

31 décembre	Technique d'évaluation	Données non observables	2017	2016
Gestion des risques – Options sur le WTI	Modèle des options	Volatilité implicite	17 % - 76 %	18 % - 64 %

Une augmentation ou une diminution de 10 % de la volatilité des options sur le WTI entraînerait une hausse ou une baisse correspondante de 2 M\$ (3 M\$ en 2016) des actifs et passifs nets liés à la gestion des risques.

22. Instruments financiers et gestion des risques

A) INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers d'Encana comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances clients et produits à recevoir, les dettes fournisseurs et charges à payer, les actifs et passifs liés à la gestion des risques, les autres passifs et provisions ainsi que la dette à long terme.

B) ACTIVITÉS LIÉES À LA GESTION DES RISQUES

Encana a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux variations des flux de trésorerie découlant des prix des marchandises et de la fluctuation des cours de change. La Société n'applique pas la comptabilité de couverture à l'égard de ses instruments financiers dérivés. Ainsi, les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur sont comptabilisés en résultat net.

RISQUE LIÉ AU PRIX DES MARCHANDISES

Le risque lié aux prix des marchandises découle de l'incidence que les fluctuations des prix futurs des marchandises pourraient avoir sur les flux de trésorerie futurs. Afin d'atténuer son exposition au risque lié aux prix des marchandises, la Société a conclu divers contrats d'instruments financiers dérivés. Le recours à ces instruments dérivés est régi par des politiques officielles et est assujéti aux limites fixées par le conseil d'administration. La Société a pour politique de ne pas utiliser des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Pétrole brut et LGN – Afin d’atténuer le risque lié aux prix du pétrole brut et des LGN, la Société conclut des contrats fondés sur le WTI, tels que des contrats à prix fixe, des options et des tunnels à prime zéro. Elle a également conclu des swaps de référence afin de se protéger contre l’élargissement des écarts de prix entre diverses zones de production et divers points de vente.

Gaz naturel – Afin d’atténuer le risque lié aux prix du gaz naturel, la Société conclut des contrats fondés sur les prix à la NYMEX, tels que des contrats à prix fixe, des options et des tunnels à prime zéro. Elle a également conclu des swaps de référence afin de se protéger contre l’élargissement des écarts de prix entre diverses zones de production et divers points de vente.

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change découle des fluctuations des cours de change qui peuvent avoir une incidence sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs financiers ou des passifs financiers de la Société. Pour atténuer en partie l’incidence des fluctuations du cours de change sur les produits et les charges futurs liés aux marchandises, la Société peut conclure des contrats de change dérivés. Au 31 décembre 2017, Encana avait conclu des swaps libellés en dollars américains d’un notional de 650 M\$ US au cours de change moyen de 0,7597 \$ US contre 1 \$ CA, échéant mensuellement tout au long de 2018.

POSITIONS DE GESTION DES RISQUES AU 31 DÉCEMBRE 2017

	Volumes notionnels	Échéance	Prix moyen	Juste valeur
Contrats sur le pétrole brut et les LGN			\$ US/b	
Contrats à prix fixe				
Prix fixe à la WTI	71,2 kb/j	2018	53,28	(152) \$
Options tripartites à la WTI				
Option d’achat vendue / option de vente achetée / option de vente vendue	16,0 kb/j	2018	54,49 / 47,17 / 36,88	(35)
Tunnels à prime zéro à la WTI				
Option d’achat vendue / option de vente achetée	10,0 kb/j	2018	57,08 / 45,00	(16)
Contrats de référence ¹⁾		2018 - 2020		(41)
Juste valeur des positions sur le pétrole brut et les LGN				(244)
Contrats sur le gaz naturel			\$ US/kpi³	
Contrats à prix fixe				
Prix fixe à la NYMEX	673 Mpi ³ /j	2018	3,07	59
Options d’achat à la NYMEX				
Prix de l’option d’achat vendue	230 Mpi ³ /j	2018	3,75	(3)
Prix de l’option d’achat vendue	230 Mpi ³ /j	2019	3,75	(6)
Contrats de référence ²⁾				
		2018		118
		2019		107
		2020		83
		2021 - 2023		58
Juste valeur des positions sur le gaz naturel				416
Autres contrats dérivés				
Juste valeur des positions				(19)
Contrats de change				
Juste valeur des positions ³⁾			2018	30
Total de la juste valeur des positions				183 \$

¹⁾ Encana a conclu des swaps afin de se prémunir contre l’élargissement des écarts du condensat à Midland, à Magellan East Houston et à Edmonton et du pétrole léger non corrosif de la Louisiane par rapport au WTI.

²⁾ Encana a conclu des swaps pour se protéger contre l’élargissement des écarts de prix de l’AECO, de Dawn, de Malin et de Waha par rapport au NYMEX.

³⁾ Encana a conclu des swaps de change prix fixe-prix variable moyen libellés en dollars américains afin de se prémunir contre l’élargissement des écarts entre le dollar canadien et le dollar américain.

INCIDENCE SUR LE RÉSULTAT DES PROFITS (PERTES) RÉALISÉ(E)S ET LATENT(E)S SUR LES POSITIONS DE GESTION DES RISQUES

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Profits (pertes) réalisé(e)s sur la gestion des risques			
Dérivés sur marchandises et autres :			
Produits des activités ordinaires ¹⁾	40 \$	361 \$	917 \$
Transport et traitement	(4)	(8)	(16)
Dérivés de change :			
Écarts de change	15	-	-
	51 \$	353 \$	901 \$
Profits (pertes) latent(e)s sur la gestion des risques			
Dérivés sur marchandises et autres :			
Produits des activités ordinaires ²⁾	442 \$	(636) \$	(325) \$
Transport et traitement	-	22	(6)
Dérivés de change :			
Écarts de change	32	(1)	-
	474 \$	(615) \$	(331) \$
Total des profits (pertes) réalisé(e)s et latent(e)s sur la gestion des risques, montant net			
Dérivés sur marchandises et autres :			
Produits des activités ordinaires ^{1), 2)}	482 \$	(275) \$	592 \$
Transport et traitement	(4)	14	(22)
Dérivés de change :			
Écarts de change	47	(1)	-
	525 \$	(262) \$	570 \$

¹⁾ Comprend un profit réalisé de 7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (6 M\$ en 2016 et 1 M\$ en 2015) lié aux autres contrats d'instruments dérivés.

²⁾ Comprend une perte latente de 2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 (profit de 5 M\$ en 2016 et néant en 2015) liée aux autres contrats d'instruments dérivés.

RAPPROCHEMENT DES POSITIONS DE GESTION DES RISQUES NON DÉNOUÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 31 DÉCEMBRE

	2017		2016	2015
	Juste valeur	Total des profits (pertes) latent(e)s	Total des profits (pertes) latent(e)s	Total des profits (pertes) latent(e)s
Juste valeur des contrats à l'ouverture de l'exercice	(292) \$			
Variation de la juste valeur des contrats existants à l'ouverture de l'exercice et des contrats conclus durant l'exercice	525	525 \$	(262) \$	570 \$
Règlement d'autres contrats dérivés	7			
Juste valeur des autres contrats dérivés conclus durant l'exercice	(6)			
Juste valeur des contrats conclus durant l'exercice	(51)	(51)	(353)	(901)
Juste valeur des contrats à la clôture de l'exercice	183 \$	474 \$	(615) \$	(331) \$

Les actifs et les passifs liés à la gestion des risques découlent de l'utilisation d'instruments financiers dérivés et ils sont évalués à la juste valeur. Voir la note 21 pour une analyse des évaluations de la juste valeur.

POSITIONS DE GESTION DES RISQUES NON DÉNOUÉES

31 décembre	2017	2016
Actifs liés à la gestion des risques		
Courants	205 \$	- \$
Non courants	246	16
	451	16
Passifs liés à la gestion des risques		
Courants	236	254
Non courants	13	35
	249	289
Autres contrats dérivés		
Courants, comptabilisés dans les dettes fournisseurs et charges à payer	5	5
Non courants, comptabilisés dans les autres passifs et provisions	14	14
Actifs (passifs) liés à la gestion des risques et autres contrats dérivés, montant net	183 \$	(292) \$

POSITIONS DE GESTION DES RISQUES NON DÉNOUÉES

31 décembre	2017			2016		
	Gestion des risques			Gestion des risques		
	Actif	Passif	Montant net	Actif	Passif	Montant net
Positions sur les prix des marchandises						
Pétrole brut et LGN	- \$	244 \$	(244) \$	2 \$	100 \$	(98) \$
Gaz naturel	420	4	416	14	188	(174)
Autres positions						
Autres contrats dérivés	-	19	(19)	-	19	(19)
Contrats de change	31	1	30	-	1	(1)
Total de la juste valeur des positions	451 \$	268 \$	183 \$	16 \$	308 \$	(292) \$

C) RISQUES DE CRÉDIT

Le risque de crédit représente le risque que la contrepartie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations contractuelles et amène de ce fait la Société à subir une perte. Alors que les contrats négociés en bourse font l'objet de risque de crédit minime en raison des protections financières établies par la New York Stock Exchange et la Bourse de Toronto, les contrats négociés hors cote exposent Encana au risque de crédit lié aux contreparties. Pour atténuer le risque de crédit, le portefeuille des créances de la Société est régi par des politiques de crédit approuvées par le conseil d'administration, y compris des pratiques en matière de crédit permettant de limiter les opérations selon la cote de solvabilité des contreparties. Les stratégies de réduction des risques peuvent comprendre les accords généraux de compensation, l'obtention de garanties ou des opérations sur des dérivés de crédit. La Société exécute des opérations sur des instruments financiers dérivés sur marchandises dans le cadre d'accords généraux de compensation prévoyant la compensation des dettes fournisseurs et des créances. Compte tenu des modalités de compensation, le risque maximal de perte auquel la Société est exposée aux termes des instruments financiers dérivés découlant du risque de crédit est limité aux montants nets à recevoir des contreparties aux termes des contrats dérivés, tel qu'il est indiqué à la note 21. Au 31 décembre 2017, aucun dérivé de crédit important n'avait été établi, et la Société n'affichait aucun solde au titre des garanties fournies ou reçues.

Au 31 décembre 2017, les équivalents de trésorerie comprenaient des titres à court terme de grande qualité, placés principalement auprès d'institutions financières et de sociétés ayant une cote de solvabilité élevée. Tous les contrats de change sont conclus avec d'importantes institutions financières ayant une cote de solvabilité de premier ordre.

Une part substantielle des créances clients de la Société se compose de créances du secteur du pétrole et du gaz naturel et est exposée aux risques de crédit normaux du secteur. Au 31 décembre 2017, environ 92 % (90 % en 2016) de l'exposition au risque de crédit associé aux créances clients et aux instruments financiers dérivés d'Encana découlait de contreparties ayant une cote de solvabilité de qualité supérieure.

Au 31 décembre 2017, Encana avait conclu des contrats avec trois contreparties dont la position de règlement nette, prise individuellement, représentait plus de 10 % de la juste valeur des contrats de gestion des risques nets qui se trouvaient dans le cours. Au 31 décembre 2017, ces contreparties comptaient pour 56 %, 11 % et 11 % de la juste valeur des contrats de gestion des risques nets qui se trouvaient dans le cours. Au 31 décembre 2016, Encana avait conclu des contrats avec une contrepartie dont la position de règlement nette représentait 84 % de la juste valeur des contrats de gestion des risques nets qui se trouvaient dans le cours.

En 2015 et en 2017, Encana a conclu, par suite de cessions d'actifs, des ententes aux termes desquelles elle pourrait devoir acquitter certaines obligations de paiement relativement aux volumes visés par des engagements d'achat ferme repris par les acheteurs. Les circonstances dans lesquelles Encana devrait acquitter ces obligations comprennent notamment les cas où un acheteur omettrait de verser des paiements à la contrepartie et les cas où un acheteur serait trouvé insolvable. La durée restante à courir des ententes va de quatre à sept ans, et leur juste valeur était de 19 M\$ au 31 décembre 2017 (19 M\$ en 2016). Le montant maximal éventuel non actualisé des paiements futurs se chiffrait à 347 M\$ au 31 décembre 2017, et son versement est jugé improbable.

23. Renseignements supplémentaires

Les renseignements supplémentaires sur le tableau consolidé des flux de trésorerie sont présentés ci-après.

A) VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE DU FONDS DE ROULEMENT

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Activités d'exploitation			
Créances clients et produits à recevoir	(21) \$	86 \$	314 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	(226)	(233)	(14)
Impôt sur le résultat à recouvrer et à payer	(6)	(40)	(38)
	(253) \$	(187) \$	262 \$

B) ACTIVITÉS HORS TRÉSORERIE

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Activités d'investissement hors trésorerie			
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations engagées (note 14)	11 \$	18 \$	19 \$
Variation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations dans les sorties de trésorerie futures estimatives (note 14)	88	(99)	115
Charges à payer au titre des immobilisations corporelles	19	5	(346)
Primes de rendement à long terme incorporées (note 19)	55	40	(10)
Entrées ou sorties de biens	194	100	12
Activités de financement hors trésorerie			
Actions ordinaires émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (note 15)	1 \$	1 \$	73 \$

C) RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices clos les 31 décembre	2017	2016	2015
Intérêts payés	370 \$	397 \$	602 \$
Impôt sur le résultat versé, déduction faite des montants (recouvrés)	(77) \$	(19) \$	(105) \$

24. Engagements et éventualités

ENGAGEMENTS

Le tableau qui suit indique les engagements de la Société au 31 décembre 2017.

(montants non actualisés)	Paiements futurs prévus						Total
	2018	2019	2020	2021	2022	Par la suite	
Transport et traitement	604 \$	701 \$	670 \$	571 \$	529 \$	2 315 \$	5 390 \$
Forage et services aux champs	198	39	21	8	-	-	266
Contrats de location simple	18	16	16	15	15	46	126
Total	820 \$	756 \$	707 \$	594 \$	544 \$	2 361 \$	5 782 \$

Les engagements de transport et de traitement figurant dans le tableau ci-dessus comprennent certains engagements associés aux ententes visant des services du secteur intermédiaire qui ont été conclues avec VMLP, tel qu'il est décrit à la note 17. Les transactions de sortie d'actifs peuvent réduire certains engagements indiqués ci-dessus.

ÉVENTUALITÉS

Encana est partie à diverses poursuites et actions en justice intentées dans le cours de ses activités. Même si le résultat de ces réclamations ne peut être établi avec certitude, la Société ne s'attend pas à ce que ces questions nuisent considérablement à sa situation financière, à ses flux de trésorerie ou à ses résultats d'exploitation. L'évaluation de ces questions par la direction peut éventuellement changer, car certaines d'entre elles en sont à la phase initiale ou sont assujetties à un certain nombre d'incertitudes. En ce qui concerne les questions importantes dont une issue défavorable est possible selon la Société, celle-ci en communique la nature et le montant auxquels elle est possiblement exposée. Si une issue défavorable devait se concrétiser, celle-ci pourrait avoir une incidence importante sur le résultat net consolidé de la Société pour la période au cours de laquelle l'incidence peut être déterminée de manière raisonnable. Les charges à payer en raison de litiges et de poursuites sont constatées si la Société juge que la perte est probable et que le montant peut être estimé raisonnablement. Ces charges reposent sur les renseignements connus par la Société sur les questions, les estimations des issues de ces questions et l'expérience dans la gestion de questions similaires.

25. Informations supplémentaires sur le pétrole et le gaz (non auditées)

Les informations supplémentaires non auditées sur les activités de prospection et de production de pétrole et de gaz pour 2017, 2016 et 2015 sont présentées conformément à l'ASC Topic 932, *Extractive Activities – Oil and Gas*, du FASB et la règle définitive de la SEC, *Modernization of Oil and Gas Reporting*. La communication de l'information par région comprend le Canada et les États-Unis.

Réserves prouvées de pétrole brut et de gaz naturel

L'information suivante sur les réserves rend compte des estimations des réserves prouvées, des réserves prouvées mises en valeur et des réserves prouvées non mises en valeur, déduction faite des droits de redevances de tiers sur le pétrole, les LGN et le gaz naturel détenus à la clôture de chaque exercice et des variations des réserves prouvées durant les trois derniers exercices.

La Société établit les estimations des réserves prouvées à partir des données géologiques et des données sur les gisements ainsi que des données sur le rendement de la production. Ces estimations sont examinées tous les ans par des ingénieurs en gisements internes et revues à la hausse ou à la baisse compte tenu des nouvelles données obtenues. Les résultats des travaux de forage intercalaire sont traités comme des révisions favorables en raison des hausses de la récupération prévue. D'autres révisions sont attribuables à des changements notamment des plans de mise en valeur, du rendement des gisements, des prix des marchandises, de la conjoncture et des restrictions imposées par les gouvernements. Les estimations des réserves prouvées sont imprécises de nature et elles font continuellement l'objet de révisions selon l'historique de la production, les résultats des activités de prospection et de mise en valeur supplémentaires, la variation des prix et d'autres facteurs.

Les prix de référence suivants ont été utilisés pour déterminer les réserves et les produits des activités ordinaires nets futurs.

	Pétrole et LGN		Gaz naturel	
	WTI (\$/b)	Edmonton Léger non corrosif ²⁾ (\$ CA/b)	Carrefour Henry (\$/Mbtu)	AECO (\$ CA/Mbtu)
Prix des réserves¹⁾				
2017	51,34	67,65	2,98	2,32
2016	42,75	55,39	2,49	2,17
2015	50,28	61,94	2,58	2,69

¹⁾ Tous les prix ont été maintenus constants pour tous les exercices ultérieurs aux fins de l'estimation des produits nets et des réserves.

²⁾ Le prix de référence des condensats à Edmonton a remplacé le prix de référence du pétrole léger non sulfuré d'Edmonton auparavant présenté.

RÉSERVES PROUVÉES¹⁾ (PRIX MOYENS DES 12 DERNIERS MOIS)

	Pétrole (Mb)			LGN (Mb)			Gaz naturel (Gpi ³)			Total (Mbp)
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total	
2015										
À l'ouverture de l'exercice	10,9	194,1	205,0	66,6	90,2	156,7	3 229	2 265	5 494	1 277,4
Révisions et récupération améliorée ²⁾	(0,9)	(73,6)	(74,6)	(14,8)	(41,1)	(55,9)	(801)	(342)	(1 144)	(321,1)
Extensions et découvertes	-	68,4	68,4	19,8	24,9	44,7	313	159	472	191,7
Achat de réserves en place	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vente de réserves en place	(1,6)	(1,2)	(2,8)	(0,4)	(3,6)	(4,0)	(434)	(728)	(1 163)	(200,6)
Production	(2,0)	(29,7)	(31,8)	(8,3)	(8,6)	(16,9)	(354)	(241)	(596)	(148,0)
À la clôture de l'exercice	6,4	157,9	164,3	62,8	61,7	124,5	1 952	1 112	3 064	799,4
Mises en valeur	5,0	91,6	96,6	31,8	37,8	69,5	1 295	928	2 223	536,6
Non mises en valeur	1,3	66,3	67,7	31,0	24,0	55,0	657	184	841	262,8
Total	6,4	157,9	164,3	62,8	61,7	124,5	1 952	1 112	3 064	799,4
2016										
À l'ouverture de l'exercice	6,4	157,9	164,3	62,8	61,7	124,5	1 952	1 112	3 064	799,4
Révisions et récupération améliorée ²⁾	(0,3)	(15,6)	(15,9)	(6,4)	(1,6)	(8,0)	(422)	177	(244)	(64,7)
Extensions et découvertes	-	52,2	52,2	58,1	17,7	75,8	796	91	887	275,7
Achat de réserves en place	-	9,6	9,6	-	2,6	2,6	-	16	16	14,9
Vente de réserves en place	(5,4)	(22,2)	(27,6)	(11,3)	(15,5)	(26,8)	(163)	(150)	(313)	(106,5)
Production	(0,7)	(26,2)	(27,0)	(9,2)	(8,5)	(17,7)	(354)	(153)	(506)	(129,1)
À la clôture de l'exercice	-	155,6	155,6	94,0	56,4	150,4	1 810	1 093	2 902	789,7
Mises en valeur	-	82,5	82,5	25,6	31,8	57,4	903	951	1 853	448,8
Non mises en valeur	-	73,1	73,1	68,4	24,6	93,0	907	142	1 049	341,0
Total	-	155,6	155,6	94,0	56,4	150,4	1 810	1 093	2 902	789,7
2017										
À l'ouverture de l'exercice	-	155,6	155,6	94,0	56,4	150,4	1 810	1 093	2 902	789,7
Révisions et récupération améliorée ²⁾	0,2	(16,0)	(15,8)	(14,6)	(3,6)	(18,1)	(31)	(27)	(58)	(43,6)
Extensions et découvertes	0,2	84,9	85,1	46,4	26,5	72,9	727	144	871	303,1
Achat de réserves en place	-	0,8	0,8	-	0,4	0,4	-	2	2	1,5
Vente de réserves en place	-	(5,4)	(5,4)	(0,2)	(3,6)	(3,8)	(65)	(729)	(795)	(141,6)
Production	(0,2)	(27,7)	(27,8)	(10,6)	(8,7)	(19,3)	(306)	(97)	(403)	(114,3)
À la clôture de l'exercice	0,2	192,3	192,5	115,0	67,5	182,5	2 135	384	2 519	794,9
Mises en valeur	0,2	104,7	104,9	40,5	41,6	82,1	1 082	243	1 325	407,8
Non mises en valeur	-	87,7	87,7	74,5	25,8	100,3	1 053	141	1 195	387,1
Total	0,2	192,3	192,5	115,0	67,5	182,5	2 135	384	2 519	794,9

¹⁾ Les chiffres étant arrondis, leur somme ne correspond pas nécessairement au total.

²⁾ Les changements apportés aux estimations des réserves découlant de techniques de récupération améliorées sont nuls et ils ont été pris en compte dans les révisions des estimations précédentes.

Définitions :

- Le terme « réserves de pétrole et de gaz prouvées » désigne les quantités de pétrole et de gaz qu'on estime avec une certitude raisonnable, d'après l'analyse des données d'ingénierie et géoscientifiques, pouvoir exploiter de façon rentable à compter d'une date donnée et pouvoir récupérer à partir de réservoirs connus, selon les conditions économiques existantes, selon les méthodes d'exploitation en usage et en fonction de la réglementation gouvernementale en vigueur.
- Le terme « réserves de pétrole et de gaz mises en valeur » désigne les réserves d'une catégorie quelconque qu'on prévoit récupérer grâce à des puits existants avec le matériel existant et les méthodes d'exploitation en usage ou dont le coût du matériel nécessaire est relativement minime par rapport au coût d'un nouveau puits.
- Le terme « réserves de pétrole et de gaz non mises en valeur » désigne les réserves d'une catégorie quelconque qu'on prévoit récupérer grâce à des nouveaux puits dans des terrains n'ayant pas encore fait l'objet de forages ou grâce à des puits existants dont la remise en production nécessite des dépenses relativement considérables.

Le total des réserves prouvées a augmenté de 5,2 Mbep en 2017 en raison de ce qui suit :

- L'élément Révisions et récupération améliorée concernant le pétrole, les LGN et le gaz naturel a été négatif en raison de révisions à la baisse de 83,3 Mbep découlant de changements apportés au plan de mise en valeur approuvé, facteur compensé en partie par des révisions à la hausse de 32,6 Mbep en raison d'une progression de la moyenne des prix du pétrole, des LGN et du gaz naturel des 12 derniers mois.
- L'élément Extensions et découvertes concernant le pétrole, les LGN et le gaz naturel tient compte d'une hausse de 303,1 Mbep des réserves prouvées découlant de l'extension des sites prouvés attribuable surtout au succès des travaux de forage des actifs Permian, Montney et Eagle Ford.
- L'élément Vente de réserves en place tient compte de baisses de 141,6 Mbep des réserves prouvées mises en valeur découlant de la sortie des actifs Piceance situés dans le nord-ouest du Colorado.

Le total des réserves prouvées a diminué de 9,7 Mbep en 2016 en raison de ce qui suit :

- L'élément Révisions et récupération améliorée concernant le pétrole et les LGN tient compte d'une réduction de 6,5 Mb et de 6,6 Mb, respectivement, découlant d'une baisse de la moyenne des prix du pétrole et des LGN des 12 derniers mois. L'élément Révisions et récupération améliorée concernant le gaz naturel rend compte d'une réduction de 462 Gpi³ découlant d'une baisse de la moyenne des prix du gaz naturel des 12 derniers mois.
- L'élément Extensions et découvertes concernant le pétrole, les LGN et le gaz naturel tient compte d'une hausse de 275,7 Mbep des réserves prouvées découlant de l'extension des sites prouvés attribuable surtout au succès des travaux de forage des actifs Permian et Montney.
- L'élément Vente de réserves en place tient compte de baisses de 65,4 Mbep des réserves prouvées mises en valeur et de 41,2 Mbep des réserves prouvées non mises en valeur découlant de la sortie des actifs du bassin DJ situés dans le nord du Colorado et des actifs Gordondale situés dans le nord-ouest de l'Alberta.

Le total des réserves prouvées a diminué de 478,0 Mbep en 2015 en raison de ce qui suit :

- L'élément Révisions et récupération améliorée concernant le pétrole et les LGN tient compte d'une réduction de 59,9 Mb et de 52,6 Mb, respectivement, découlant d'une baisse importante de la moyenne des prix du pétrole et des LGN des 12 derniers mois. L'élément Révisions et récupération améliorée concernant le gaz naturel rend compte d'une réduction de 1 106 Gpi³ découlant d'une baisse importante de la moyenne des prix du gaz naturel des 12 derniers mois.
- L'élément Extensions et découvertes concernant le pétrole, les LGN et le gaz naturel, tient compte d'une hausse de 191,7 Mbep des réserves prouvées découlant de l'extension des sites prouvés attribuable surtout au succès des travaux de forage des actifs Permian et Montney.
- L'élément Vente de réserves en place tient compte de baisses de 137,4 Mbep des réserves prouvées mises en valeur et de 63,2 Mbep des réserves prouvées non mises en valeur découlant de la sortie des actifs de gaz naturel Haynesville situés dans le nord de la Louisiane et de certains actifs Wheatland situés dans le centre et le sud de l'Alberta.

MESURE STANDARDISÉE DE LA VALEUR ACTUALISÉE DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS FUTURS ASSOCIÉS AUX RÉSERVES PROUVÉES DE PÉTROLE ET DE GAZ

Pour le calcul de la mesure standardisée des flux de trésorerie nets futurs actualisés, Encana a déterminé le montant de ses entrées de trésorerie en appliquant des hypothèses de prix et de coûts constants à la production annuelle future qu'elle prévoit tirer de ses réserves prouvées. Les estimations des flux de trésorerie futurs nets tirés des réserves prouvées sont établies d'après les prix moyens du début du mois depuis les 12 derniers mois. Les coûts de production et de mise en valeur futurs rendent compte des estimations des coûts d'abandon et de démantèlement associés aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et supposent le maintien des conditions économiques, d'exploitation et de réglementation existantes. Le montant de l'impôt sur le résultat futur est calculé en appliquant les taux d'impôt établis par la loi à ses flux de trésorerie avant impôt futurs, après avoir tenu compte de la charge fiscale associée à ses biens pétroliers et gaziers conformément aux lois et aux règlements en vigueur. L'incidence des crédits d'impôt est également prise en compte dans l'établissement de la charge d'impôt sur le résultat. L'écart d'actualisation a été calculé en appliquant un facteur d'actualisation de 10 % aux flux de trésorerie nets futurs.

Encana signale que la valeur actualisée des flux de trésorerie nets futurs associés aux réserves prouvées de pétrole et de gaz ne correspond ni à la juste valeur marchande des biens pétroliers et gaziers d'Encana ni aux flux de trésorerie nets futurs qu'elle prévoit en tirer. La valeur actualisée des flux de trésorerie nets futurs ne comprend pas la juste valeur marchande de terrains faisant l'objet de travaux de prospection ni de réserves probables ou possibles de pétrole ou de gaz, et ne tient pas compte de l'effet de la variation future prévue des prix du pétrole et du gaz naturel, des coûts de mise en valeur, de mise hors service d'immobilisations ou de production, ni de modifications possibles à la réglementation fiscale et à la réglementation régissant les redevances. Le taux d'actualisation prescrit de 10 % pourrait ne pas refléter les taux d'intérêt futurs réels.

	Canada ¹⁾			États-Unis ¹⁾		
	2017	2016	2015	2017	2016	2015
Entrées de trésorerie futures	7 850 \$	5 341 \$	6 284 \$	11 459 \$	8 537 \$	9 462 \$
Moins :						
Coûts de production futurs	3 516	2 876	3 800	3 661	3 539	3 959
Coûts de mise en valeur futurs	2 058	1 949	1 742	3 042	2 805	3 130
Impôt sur le résultat	76	-	-	-	-	-
Flux de trésorerie nets futurs	2 200	516	742	4 756	2 193	2 373
Moins une actualisation annuelle de 10 % visant à tenir compte du calendrier estimé des flux de trésorerie	618	77	107	2 025	957	960
Flux de trésorerie nets futurs actualisés	1 582 \$	439 \$	635 \$	2 731 \$	1 236 \$	1 413 \$

	Total ¹⁾		
	2017	2016	2015
Entrées de trésorerie futures	19 309 \$	13 878 \$	15 746 \$
Moins :			
Coûts de production futurs	7 177	6 415	7 759
Coûts de mise en valeur futurs	5 100	4 754	4 872
Impôt sur le résultat	76	-	-
Flux de trésorerie nets futurs	6 956	2 709	3 115
Moins une actualisation annuelle de 10 % visant à tenir compte du calendrier estimé des flux de trésorerie	2 643	1 034	1 067
Flux de trésorerie nets futurs actualisés	4 313 \$	1 675 \$	2 048 \$

¹⁾ La mesure standardisée des flux de trésorerie nets futurs liés aux réserves prouvées de pétrole et de gaz naturel a été modifiée afin d'y inclure les estimations des coûts d'abandon et de remise en état associés aux emplacements recelant des réserves prouvées non mises en valeur qui ont réduit la mesure standardisée de 13 M\$ et de 16 M\$ en 2016 et en 2015, respectivement.

VARIATIONS DE LA MESURE STANDARDISÉE DES FLUX DE TRÉSORERIE NETS FUTURS ACTUALISÉS ASSOCIÉS AUX RÉSERVES PROUVÉES DE PÉTROLE ET DE GAZ

	Canada ¹⁾			États-Unis ¹⁾		
	2017	2016	2015	2017	2016	2015
Solde à l'ouverture de l'exercice :	439 \$	635 \$	4 476 \$	1 236 \$	1 413 \$	7 074 \$
Variations résultant des éléments suivants						
Ventes de pétrole et de gaz produits pendant l'exercice	(471)	(316)	(988)	(1 291)	(1 040)	(1 276)
Découvertes et extensions, déduction faite des coûts connexes	582	211	109	1 141	267	504
Achat de réserves prouvées en place	-	-	-	13	47	-
Vente et transfert de réserves prouvées en place	(12)	(71)	(674)	(413)	(220)	(1 604)
Variation nette des prix et des coûts de production	893	20	(3 075)	2 183	325	(3 239)
Révision des quantités estimées	(22)	(124)	(1 355)	(203)	39	(2 183)
Augmentation due à la désactualisation	44	64	565	124	141	833
Coûts de mise en valeur engagés pendant l'exercice	454	286	460	1 366	873	1 874
Variation de l'estimation des coûts de mise en valeur futurs	(279)	(304)	(13)	(1 433)	(456)	(1 809)
Autres	7	38	(45)	8	(153)	(16)
Variation nette de l'impôt sur le résultat	(53)	-	1 175	-	-	1 255
Solde à la clôture de l'exercice	1 582 \$	439 \$	635 \$	2 731 \$	1 236 \$	1 413 \$
					Total^{D)}	
				2017	2016	2015
Solde à l'ouverture de l'exercice :				1 675 \$	2 048 \$	11 550 \$
Variations résultant des éléments suivants						
Ventes de pétrole et de gaz produits pendant l'exercice				(1 762)	(1 356)	(2 264)
Découvertes et extensions, déduction faite des coûts connexes				1 723	478	613
Achat de réserves prouvées en place				13	47	-
Vente et transfert de réserves prouvées en place				(425)	(291)	(2 278)
Variation nette des prix et des coûts de production				3 076	345	(6 314)
Révision des quantités estimées				(225)	(85)	(3 538)
Augmentation due à la désactualisation				168	205	1 398
Coûts de mise en valeur engagés pendant l'exercice				1 820	1 159	2 334
Variation de l'estimation des coûts de mise en valeur futurs				(1 712)	(760)	(1 822)
Autres				15	(115)	(61)
Variation nette de l'impôt sur le résultat				(53)	-	2 430
Solde à la clôture de l'exercice				4 313 \$	1 675 \$	2 048 \$

¹⁾ La mesure standardisée des flux de trésorerie nets futurs liés aux réserves prouvées de pétrole et de gaz naturel a été modifiée afin d'y inclure les estimations des coûts d'abandon et de remise en état associés aux emplacements recelant des réserves prouvées non mises en valeur qui ont réduit la mesure standardisée de 13 M\$, de 16 M\$ et de 7 M\$ en 2016, en 2015 et en 2014, respectivement.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Le tableau ci-après présente de l'information sur les produits des activités ordinaires et les coûts directs liés aux activités de prospection et de production de pétrole et de gaz de la Société.

	Canada			États-Unis		
	2017	2016	2015	2017	2016	2015
Produits tirés du pétrole, des LGN et du gaz naturel, déduction faite des frais de transport et de traitement	613 \$	491 \$	1 168 \$	1 714 \$	1 510 \$	1 911 \$
Moins :						
Charges d'exploitation, taxes à la production, impôts miniers et autres taxes et charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	164	197	199	438	499	661
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	236	260	305	530	523	1 088
Pertes de valeur	-	493	-	-	903	6 473
Résultat d'exploitation	213	(459)	664	746	(415)	(6 311)
Impôt sur le résultat	58	(123)	179	161	(150)	(2 285)
Résultats d'exploitation	155 \$	(336) \$	485 \$	585 \$	(265) \$	(4 026) \$

	Total		
	2017	2016	2015
Produits tirés du pétrole, des LGN et du gaz naturel, déduction faite des frais de transport et de traitement	2 327 \$	2 001 \$	3 079 \$
Moins :			
Charges d'exploitation, taxes à la production, impôts miniers et autres taxes et charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	602	696	860
Dotation aux amortissements et à l'épuisement	766	783	1 393
Pertes de valeur	-	1 396	6 473
Résultat d'exploitation	959	(874)	(5 647)
Impôt sur le résultat	219	(273)	(2 106)
Résultats d'exploitation	740 \$	(601) \$	(3 541) \$

COÛTS INCORPORÉS

Les coûts incorporés comprennent les coûts des immobilisations, du matériel et des installations utilisés pour les activités de production de pétrole et de gaz naturel. Les coûts incorporés au titre des biens prouvés rendent compte des coûts des participations louées dans des concessions pétrolières et gazières à l'égard desquelles des réserves prouvées ont été établies, des puits de développement et du matériel et des installations connexes, notamment les puits de développement en cours. Les coûts incorporés des biens non prouvés comprennent les coûts d'acquisition de participations louées dans des concessions pétrolières et gazières à l'égard desquelles aucune réserve prouvée n'a été établie.

	Canada			États-Unis		
	2017	2016	2015	2017	2016	2015
Biens de pétrole et de gaz prouvés	14 555 \$	13 159 \$	14 866 \$	25 610 \$	26 393 \$	25 723 \$
Biens de pétrole et de gaz non prouvés	311	285	334	4 169	4 913	5 282
Total des dépenses d'investissement	14 866	13 444	15 200	29 779	31 306	31 005
Cumul des amortissements et de l'épuisement	14 047	12 896	14 170	23 240	25 300	23 822
Coûts incorporés, montant net	819 \$	548 \$	1 030 \$	6 539 \$	6 006 \$	7 183 \$

	Autres			Total		
	2017	2016	2015	2017	2016	2015
Biens de pétrole et de gaz prouvés	63 \$	58 \$	58 \$	40 228 \$	39 610 \$	40 647 \$
Biens de pétrole et de gaz non prouvés	-	-	-	4 480	5 198	5 616
Total des dépenses d'investissement	63	58	58	44 708	44 808	46 263
Cumul des amortissements et de l'épuisement	63	58	58	37 350	38 254	38 050
Coûts incorporés, montant net	- \$	- \$	- \$	7 358 \$	6 554 \$	8 213 \$

COÛTS ENGAGÉS

Les coûts engagés comprennent les coûts incorporés et les coûts inscrits aux charges lorsqu'ils sont engagés. Ils comprennent également les coûts internes directement liés aux acquisitions et aux activités de prospection et de mise en valeur, les nouveaux coûts liés à la mise hors service d'immobilisations établis durant l'exercice considéré ainsi que les hausses ou les baisses des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations découlant des variations des estimations des coûts durant l'exercice.

	Canada			États-Unis		
	2017	2016	2015	2017	2016	2015
Coûts d'acquisition						
Biens non prouvés	31 \$	- \$	2 \$	21 \$	4 \$	15 \$
Biens prouvés	-	1	7	2	205	12
Total des coûts d'acquisition	31	1	9	23	209	27
Coûts de prospection	1	1	3	4	13	3
Coûts de mise en valeur	425	255	377	1 354	860	1 844
Total des coûts engagés	457 \$	257 \$	389 \$	1 381 \$	1 082 \$	1 874 \$

	Total		
	2017	2016	2015
Coûts d'acquisition			
Biens non prouvés	52 \$	4 \$	17 \$
Biens prouvés	2	206	19
Total des coûts d'acquisition	54	210	36
Coûts de prospection	5	14	6
Coûts de mise en valeur	1 779	1 115	2 221
Total des coûts engagés	1 838 \$	1 339 \$	2 263 \$

COÛTS NON ASSUJETTIS À LA DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET À L'ÉPUISEMENT

Les coûts en amont se rapportant à des biens non prouvés importants sont exclus comme suit de la base non renouvelable des centres de coûts par pays :

31 décembre	2017	2016
Canada	311 \$	285 \$
États-Unis	4 169	4 913
	4 480 \$	5 198 \$

Ce qui suit est un résumé des coûts liés aux biens non prouvés d'Encana au 31 décembre 2017.

	2017	2016	2015	Avant 2015	Total
Coûts d'acquisition	245 \$	104 \$	29 \$	3 965 \$	4 343 \$
Coûts de prospection	2	5	8	122	137
	247 \$	109 \$	37 \$	4 087 \$	4 480 \$

Les coûts d'acquisition se composent principalement des coûts engagés pour acquérir ou louer des biens. Les coûts de prospection se composent principalement de coûts liés aux études géologiques et géophysiques et aux coûts de forage et de dotation d'équipement des puits d'exploration. La recouvrabilité ultime de ces coûts et le moment de l'inclusion dans la base non renouvelable des centres de coûts par pays sont conditionnels à la découverte de réserves prouvées de pétrole, de LGN et de gaz naturel, à l'expiration des baux ou à la constatation de pertes de valeur.

Un montant d'environ 4,0 G\$ au titre de l'intérêt à bail acquis et des coûts du minerai liés au bassin Permian dans le cadre de l'acquisition d'Athlon Energy Inc. par la Société en 2014 est pris en compte dans les biens pétroliers et gaziers non assujettis à la dotation aux amortissements et à l'épuisement de 4,5 G\$. Ces coûts liés à l'acquisition sont associés à des terrains acquis dont les réserves prouvées n'ont pas encore été attribuées à la mise en valeur future. La Société évalue régulièrement l'échéancier de mise en valeur des terrains acquis. Le moment et le montant du transfert des coûts liés à l'acquisition de biens dans la base non renouvelable reposent sur plusieurs facteurs et ils peuvent être assujettis à des changements au fil du temps en fonction des activités de forage et de leurs résultats, de la disponibilité du capital, des données économiques liées aux projets et d'autres évaluations du bien. L'inclusion de ces coûts liés à l'acquisition dans la base non renouvelable devrait avoir lieu dans les 8 à 12 ans. Les coûts restants non pris en compte dans l'épuisement sont liés à des biens qui, individuellement, ne sont pas importants.

26. Information financière trimestrielle supplémentaire (non audité)

Les tableaux suivants résument les données financières trimestrielles pour les exercices 2017 et 2016.

(en millions de dollars US, sauf les montants par action)	2017			
	T4	T3	T2	T1 ¹⁾
Produits des activités ordinaires	1 210 \$	861 \$	1 083 \$	1 289 \$
Pertes de valeur	-	-	-	-
Résultat d'exploitation	262	(4)	321	489
Profit (perte) sur les sorties d'actifs, montant net	(1)	406	-	(1)
Résultat net avant impôt	147 \$	522 \$	327 \$	434 \$
Charge (économie) d'impôt	376	228	(4)	3
Résultat net	(229) \$	294 \$	331 \$	431 \$
Résultat net par action ordinaire – de base et dilué	(0,24) \$	0,30 \$	0,34 \$	0,44 \$

¹⁾ Le produit d'intérêts des activités non sectorielles de 8 M\$ inscrit précédemment dans les produits des activités ordinaires et les résultats d'exploitation du premier trimestre de 2017 a été reclassé dans les autres (profits) pertes, montant net.

(en millions de dollars US, sauf les montants par action)	2016			
	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires	822 \$	979 \$	364 \$	753 \$
Pertes de valeur	-	-	484	912
Résultat d'exploitation	(54)	128	(912)	(1 043)
Profit (perte) sur les sorties d'actifs, montant net	(3)	395	(2)	-
Résultat net avant impôt	(251) \$	379 \$	(1 068) \$	(680) \$
Charge (économie) d'impôt	30	62	(467)	(301)
Résultat net	(281) \$	317 \$	(601) \$	(379) \$
Résultat net par action ordinaire – de base et dilué	(0,29) \$	0,37 \$	(0,71) \$	(0,45) \$